

la lanterne noire

Revue de Critique Anarchiste
Première année No.2

la lanterne noire

Revue de Critique Anarchiste

SOMMAIRE

L'INTEGRATION IMAGINAIRE DU PROLETARIAT	3
Un commencement de discussion	17
LIP REVU ET CORRIGE	
1. L'analyseur Lip	19
2. Utopie n° 8	21
3. Mise au Point n° 2	22
4. Négation n° 3.	25
5. Deux critiques radicales	28
Après une discussion	29
LES LENDEMAINS DES GARI	33
LUTTE DES FEMMES ET LUTTE ANTI-FASCISTE	39
LIRE OU NE PAS LIRE	
1. La société contre l'Etat	41
2. Les Conseils ouvriers	43
3. Révolution et contre-révolution en Catalogne ..	44
4. Cahiers du Futur n° 1 et n° 2	45
5. Autogestion et socialisme n° 26-27	53
6. Capitalisme et lutte de classe en Pologne	55
7. Enseignements de la Révolution Espagnole ...	57
8. Malatesta : philosophie politique	57
9. Portugal : l'autre combat	58
DEBAT	
Nos points communs	59
Points peu communs	61
Lettre de Lyon	64

Pour toute
correspondance : **P. BLACHIER, B.P. 14**
92360 MEUDON LA FORET
(ne pas mentionner *La Lanterne Noire*)

Directeur de la
publication : **J.-P. DUTEUIL**

Pour tout paiement : **envoyer provisoirement l'argent à la B.P.**

Prix
du numéro : **5,50 F**

Abonnement
Quatre numéros : **20 F**

Etranger : **25F**

L'INTÉGRATION IMAGINAIRE DU PROLÉTARIAT

1

Introduction

« *Le Premier Mai des ouvriers,
l'aurore de la Sociale* ».

J.-B. Clément

Quel est le groupe révolutionnaire qui, depuis la moitié du siècle dernier, n'a pas basé son action et son espoir dans la « classe ouvrière » ? « Seule la classe ouvrière sera capable de transformer la société actuelle ». « La fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la domination, des classes, sera l'œuvre du prolétariat ».

Les ouvriers, comme à l'époque de la Grande Révolution le « peuple » ou la sans-culotterie, incarnent la force, l'acte et le désir mis en route sur la scène sociale où l'imagination construit les voies de changement révolutionnaire.

Les grandes images dynamiques du prolétariat en action nous séduisent et nous mobilisent nous aussi, révolutionnaires à la recherche d'une révolution. C'est la Commune, les Premiers Mai rouges, les matins noirs du syndicalisme, l'occupation des usines (Italie 1920), les marins de Kronstadt, les mineurs asturiens, les collectivisations dans l'Espagne révolutionnaire, l'action directe, la lutte ouverte contre une société d'exploitation, pour un monde nouveau.

Ce type d'action mis en avant par le désir révolutionnaire qui resurgit périodiquement, et qui éclate à échelle restreinte (grèves sauvages, séquestration de patrons, sabotages) tranche avec l'aspect événementiel, « spectaculaire marchand » et uniforme de la vie quotidienne dans les sociétés industrielles où le capitalisme (voire les sociétés multinationales), l'Etat, ont atteint un niveau élevé de développement (1).

C'est ainsi que l'action ouvrière « contrôlée » par les syndicats se déroule autour du pôle réformiste, aussi bien au niveau strictement syndical que « politique » (partis, parlement, élections) ; les exemples à ce niveau, si on les puise dans le développement historique du mouvement ouvrier, montrent la distance qui sépare l'action directe de la concertation, la définition révolutionnaire propre à l'époque de l'anarcho-syndicalisme des accords de Grenelle. Nous vivons aujourd'hui l'aboutissement de cette évolution, exprimé par exemple, par le changement apporté par la C.G.T. en 1969, dans ses statuts, à la définition de la finalité syndicale ; « la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme » d'autrefois est devenue maintenant : « la suppression de l'exploitation capitaliste » ; l'abolition du patronat et du salariat », fait place à « la socialisation des moyens de production et d'échange » ; ceci réaffirmé par F.O. à travers son « attachement à la politique contractuelle qui a permis de mettre en place des mécanismes de garantie du pouvoir d'achat dans la fonction publique, les entreprises nationalisées et de nombreuses branches du secteur privé » et par son refus

(1) La situation n'est pas différente dans les sociétés où la bureaucratie de l'Etat et le Parti ont pris la relève des commandes pour maintenir les conditions de travail salarié qui fohdent la division de classes.

de toute action « politique » (2) ; et si le doute subsiste, nous verrons la C.G.T. et la C.F.D.T. grossir les files de l'union de la gauche.

Dans notre propre mouvement, surtout dans les pays à forte tradition ouvrière anarchiste comme l'Italie, l'Espagne et l'Amérique Latine, toutes les feuilles militantes de l'anarchisme invoquent l'action révolutionnaire du prolétariat. Les « militants » ne peuvent pas, cependant, ne pas ressentir un certain malaise en percevant l'écart entre le désir et la réalité, écart non théorisé. Nous trouvons la même attitude de fond, quoique sans « l'appel au peuple », dans un certain gauchisme qui se refuse la possibilité d'intervenir en attendant du « mouvement réel », voire de l'action du prolétariat urbain, l'affranchissement général.

Cependant, il arrive que nous rencontrons l'affirmation opposée, par exemple dans le dernier bulletin du CIRA : « Cerrito (auteur de « *Il ruolo della organizzazione anarchica* ») croit par exemple encore à une lutte de classes désormais dépassée par la technologie et les nouveaux rapports créés par le néo-capitalisme qui, dans les pays industrialisés du moins, a modifié l'équilibre de forces. Son affirmation (p. 13) : « par le fait que l'ouvrier est potentiellement plus intéressé que tout autre au triomphe de la société libertaire, c'est dans la classe ouvrière que les anarchistes trouvent le plus d'accord et les adhésions les plus nombreuses » semble exagérée et dépassée, même pour l'Italie, en tout cas en U.R.S.S. où les tendances libertaires se font jour surtout chez les intellectuels, et aux U.S.A. où la classe ouvrière est devenue plutôt réactionnaire et le meilleur soutien du système ». (3)

Ce point de vue est lié à certaines opinions sur la composition de classe du mouvement anarchiste, selon lesquelles la majorité ouvrière des débuts du siècle a fait place aujourd'hui à une majorité d'étudiants et d'intellectuels. (4) Opinions qui ne tiennent compte ni du problème de fond de la relation du « mouvement » à la position structurale de la classe, ni des changements survenus dans la composition des classes dans le capitalisme avancé.

Nous nous trouvons ainsi face à deux propositions opposées : l'une affirme la prééminence du prolétariat en tant que classe révolutionnaire (position traditionnelle dans tout le mouvement socialiste), l'autre met l'accent sur « l'intégration » du prolétariat au système, met en relief les aspects adaptatifs et unificateurs de la société post-industrielle et cherche dans d'autres groupes ou couches sociales « marginales » le levier pour le changement désiré.

De toutes façons je pense que le problème est extrêmement complexe, aussi bien au niveau de la théorie sociologique que de la théorie révolutionnaire, mais qu'il est possible de soutenir la thèse suivante : les deux propositions — celle qui soutient la position fondamentale du prolétariat et celle qui défend l'intégration du prolétariat au système établi — sont correctes mais à deux niveaux différents de signifi-

(2) Le refus du contenu ou de la finalité « politique » d'une action revendicative ou d'une grève est la plus flagrante acceptation de la politique régnante. Dans l'action ouvrière il y a — écrivait Bakounine à propos de la Première Internationale — « les germes d'une politique toute nouvelle, ceux de la politique internationale du prolétariat ; et cette politique, à l'inverse du radicalisme bourgeois qui ne songe qu'à reconstituer de nouveaux Etats, c'est-à-dire de nouvelles prisons et de nouveaux établissements de correction et de travail forcé pour le peuple, tend à l'abolition des frontières, des patries politiques, des Etats, en même temps qu'à celle de la différence des classes, de l'existence même de classes différentes, de tous les privilèges juridiques, économiques et sociaux ». M. Bakounine. « Article Français ». **Œuvres complètes**. Ed. Champ Libre, Paris, 1974. Vol. 2, p. 117.

(3) Pietro Ferrua. CIRA. **Bulletin** n° 28, p. 6.

(4) Voir Communauté de Travail du CIRA. Composition sociale du mouvement anarchiste (pas en vente en librairie).

cation : la première proposition étant construite au niveau *socio-structurel*, la deuxième au niveau de *l'imaginaire social*.

Certes, ni l'un ni l'autre de ces niveaux n'a une relation unidirectionnelle de cause à effet de l'un par rapport à l'autre — c'est-à-dire que l'imaginaire n'est pas un reflet plus ou moins illusoire d'une base réelle ni que la structure est déterminée par une instance symbolique autonome qui impose ses lois aux rapports de production — malgré cela, dans la situation historique présente du développement du système capitaliste le poids fondamental en fonction du *changement* social revient à la première : le prolétariat en tant que classe est, en dernière instance, le facteur déterminant dans (ou de la) révolution.

2

L'opposition bourgeoisie-prolétariat et la théorie révolutionnaire

« Cette critique sociale du capitalisme justifie, pour Proudhon comme pour Marx, la théorie révolutionnaire fondée sur la pratique des classes ouvrières puisque l'exploitation dont est victime le prolétariat, la contradiction entre sa pratique de production et son exclusion de la consommation, constituent les présupposés de son action révolutionnaire ».

Pierre Ansart (5)

Le conflit de base du mode capitaliste de production est représenté par l'opposition du capital et du travail : l'ouvrier se voit dépossédé de ses instruments de travail et obligé de vendre sa force de travail ; la bourgeoisie contrôle le capital, impose les conditions du marché, détient le pouvoir,

Cette situation d'affrontement entre bourgeoisie et prolétariat, constitués l'un et l'autre en tant que classe par rapport au processus de production, détermine une opposition de conflit qui ne peut persister que dans la mesure où l'exploitation se double de domination, c'est-à-dire qu'il y a une situation de violence (force) qui maintient les limites du système capitaliste sous la forme politico-institutionnelle de la démocratie bourgeoise. Mais la lutte (lutte de classes) n'apparaît pas *dans* le système établi comme une situation de force ouverte, mais comme une lutte, menée dans le cadre de règles acceptées — la légitimité — entre différents groupes, pour le contrôle du pouvoir (de l'Etat).

(5) **Marx et l'anarchisme**. P.U.F., Paris 1969, p. 391.

De même que dans toute stratégie du conflit (6) dans laquelle une des parties a besoin de l'autre pour la continuité du processus dans lequel cette partie se définit en tant que telle — c'est-à-dire pour continuer à jouer — la bourgeoisie ne se constitue comme bourgeoisie qu'au sein de ce processus de production dont l'autre partie est le prolétariat.

Si la bourgeoisie maintient le pouvoir — et pour autant qu'elle le maintient elle est la partie gagnante — elle ne peut cependant pas anéantir le prolétariat, elle doit compter sur lui ; dans ce sens le prolétariat est le moteur du processus capitaliste de production.

C'est-à-dire que, au niveau politique, — idéologique et institutionnel — au niveau de la structure de l'Etat, les formes de la lutte de classes vont apparaître comme un niveau de compromis atteint par cette même lutte de classes à l'intérieur du système.

Dans une forme sociale historique spécifique, la totalité de chaque moment de la vie sociale contient la contradiction et l'incohérence. Tout n'est pas bien rangé dans le système établi, quoique celui-ci dispose d'une grande capacité de récupération ; le projet révolutionnaire par exemple, lui échappe dans les moments où il s'actualise en s'appuyant sur le conflit sous-jacent : le *conflit structurant du système* (7) (lui échappent aussi les pratiques d'innovation, la rébellion, la grève sauvage, la mutinerie, le pillage, la folie, etc.)

Cette stratégie de conflit propre à la démocratie bourgeoise, avec ses institutions représentatives et ses modalités « légitimes » de stabilisation et de changement à l'intérieur du système, repose sur un conflit de base masqué, le « conflit réel », et dérive l'attention des groupes sociaux sur une quantité de conflits subsidiaires.

Dans ce sens la démocratie bourgeoise n'est pas un système pire qu'un autre pour maintenir au pouvoir une classe dominante. Mais à condition d'un certain degré de complicité, « d'occultation » et de mystification qui y ont leur place. L'idéologie dominante est un aspect important de ce contexte (8). Elle a pour fonction de réduire le conflit fondamental du mode capitaliste de production à des limites acceptables

(6) « Le terme « stratégie » est emprunté ici à la théorie des jeux, qui distingue entre jeux d'habileté, jeux de hasard et jeux de stratégie. Ces derniers sont ceux où la modalité optimale d'actuation dépend pour chaque joueur de ce que fait l'autre. Ce terme se propose de mettre en valeur l'interdépendance des décisions des adversaires et leurs attentes respectives du comportement de l'autre. » (...) « Le conflit pur, où les intérêts des antagonistes sont complètement opposés, est un cas particulier » (la révolution). « En conséquence, la stratégie — dans le sens que je donne ici au mot — ne se réfère pas à l'application effective de la force, mais à l'exploitation d'une force potentielle ». Thomas C. Shelling. *La estrategia del conflicto*. Ed. Tecnos. Madrid 1964, p. 15 et 17.

(7) A mon avis, parler de structures implique le refus du point de vue empirique selon lequel les faits sont une donnée de la réalité directement accessible à l'observateur. Au contraire, dans ce qu'on appelle les « faits », il n'y a que des rapports de signification qui doivent être construits au niveau de la théorie et au-delà des apparences. C'est-à-dire que la « structure » est définie comme cachée, comme interne à un système. Parler ainsi ne présuppose pas que les relations apparentes soient illusoire et que les relations cachées soient « réelles », mais qu'il y a différentes dimensions de la réalité qui s'impliquent mutuellement.

(8) L'idéologie dominante n'est pas l'idéologie de la classe dominante exclusivement mais le produit d'un compromis déterminé par le niveau atteint par la lutte de classes.

pour le système établi en prêchant la collaboration de classes, la concertation, la négociation et le compromis, la cogestion, voire la coexistence pacifique entre la bourgeoisie et le prolétariat, même dans les idéologies dites révolutionnaires qui invoquent « l'Union nationale » contre l'impérialisme.

Le conflit subsiste entier — et pas seulement dans les pays classiquement appelés capitalistes, mais aussi dans les pays soi-disant socialistes — en tant qu'opposition entre capital et travail et en tant que contrôle de la production et de la distribution entre les mains d'une minorité bureaucratique. Ce conflit détermine la structure d'une société divisée en classes antagonistes d'exploiteurs et d'exploités, de dominateurs et de dominés. Riches et pauvres, puissants et opprimés défendent des intérêts contraires depuis la société esclavagiste, agraire, jusqu'à notre époque de haut développement industriel (chemin parcouru dans le temps, mais encore présent dans l'espace, la géographie).

Sous l'absolutisme, la séparation et l'exclusion de l'exercice légal du pouvoir des classes dépossédées, était explicite et sans nuances. La révolution bourgeoise s'est appuyée sur l'universalité de droits, sur l'égalité; elle substitua à la souveraineté de droit divin la souveraineté populaire. Mais ce fut la bourgeoisie et non pas le peuple qui s'empara du pouvoir; pour conserver à la fois le soutien populaire et son pouvoir de classe, elle a dû affirmer la différence entre l'égalité des droits et l'inégalité de fait, et imposer l'idée de la représentativité et de la délégation de pouvoir (ou de la souveraineté). Guérin le montre en parlant de la Révolution Française: « en théorie, tout pouvoir émanait du peuple; mais en pratique, on lui déniait le droit de l'exercer lui-même: il avait seulement la permission de le « déléguer »; la souveraineté passait à une assemblée qui, en son nom, prétendait faire les lois et gouvernait ». (9)

Malgré l'effort unificateur au niveau idéologique, les classes dépossédées ont senti dès le premier moment de l'instauration du nouveau pouvoir révolutionnaire qu'elles contribuèrent à créer, qu'une nouvelle division et une nouvelle exclusion était en train de se développer. Au sein des sans-culottes, dans les quartiers populaires, les fauteurs de troubles, les agitateurs, les anarchistes de l'époque, tentaient de continuer la révolution, de montrer la contradiction de la nouvelle situation.

L'idée force de la révolution, le pouvoir mobilisateur de l'image a sa source dans la perception du conflit et dans le désir de supprimer la division, l'exclusion et leurs conséquences, les relations d'exploitation et de domination. C'est ainsi que l'idée, le désir de Révolution est en même temps, aussi bien en projet qu'en acte, l'expression et la confirmation de la division de la société en classes, de la lutte de classes. C'est un désir et une réalité, c'est l'image d'une opposition irréductible à l'intérieur du système établi.

Dans les premiers temps de la formation du prolétariat moderne et quand la bourgeoisie industrielle prend vraiment le pouvoir (1830), la séparation des classes se fait de plus en plus nette. L'ouvrier se voit traqué par la misère, l'insécurité, le travail épuisant, la sous-consommation, le pouvoir absolu du chef d'entreprise. Mais en même temps la condition ouvrière est vue comme opposée à la société et dangereuse en elle-même. Buret écrit dans son enquête sur *La misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*: « Les ouvriers sont aussi libres de devoirs envers leurs maîtres que ceux-ci le sont envers eux; ils les considèrent comme des hommes d'une classe différente, opposée et même ennemie. Isolés de la nation, mis en dehors de la communauté sociale et politique, seuls avec leurs besoins et leurs misères, ils s'agitent pour

(9) Daniel Guérin. **Bourgeois et bras nus**, 1793-1795, Gallimard, Paris 1973, p. 17. « La démocratie est un état où le peuple souverain fait par lui-même tout ce qu'il peut bien faire, et par des délégués tout ce qu'il ne peut pas faire lui-même ». (Robespierre), p. 20.

sortir de cette effrayante solitude, et comme les barbares auxquels on les a comparés, ils méditent peut-être une invasion. » (10)

Cette polarisation entre bourgeois et prolétaires va s'exprimer avec force dans les situations insurrectionnelles. Par exemple, dans les Journées de Juin, à propos desquelles Marx écrit : « La république bourgeoise l'emporta. Elle avait pour elle l'aristocratie financière, la bourgeoisie industrielle, les classes moyennes, la petite bourgeoisie, l'armée, le sous prolétariat organisé en garde mobile, les intellectuels, les prêtres et toute la population rurale. Aux côtés du prolétariat il n'y avait personne d'autre que lui-même » (11).

L'affrontement va se poursuivre par le développement croissant des grèves. Les deux années antérieures à l'insurrection de Paris de 1871 connaissent une vague de grèves dans toute la France, sans précédents. (12) Malgré les défaites, l'affrontement continue ; le syndicalisme révolutionnaire naît et la condition particulière de la classe ouvrière — opposée à la bourgeoisie, économiquement misérable et dépourvue de canaux d'intégration au système, à part le suffrage universel qui ne la concerne qu'en partie (13) — va donner une tonalité révolutionnaire au mouvement ouvrier naissant (ne pas confondre mouvement et classe) et permettre la formulation de la théorie moderne du socialisme dans ses différents aspects. A l'époque, le différend Marx-Bakounine définira deux modèles du changement révolutionnaire. Par la suite, le modèle marxien deviendra de plus en plus intégré au système par un conditionnement réciproque. Même, nous pouvons dire que le marxisme, avec sa caractéristique de monopole de la théorie révolutionnaire, fait partie de l'idéologie dominante, (en tout cas le marxisme officiel ; pour l'instant je ne prends pas en considération le problème de la relation de ce marxisme avec ses sectes hérétiques).

En résumant, ce que je souhaite mettre en évidence c'est qu'au début de l'industrialisme, le prolétariat joue le rôle de la classe révolutionnaire pour deux raisons : d'une part, la position qu'il occupe en tant que classe dans le processus de production et qui le définit en tant que tel ; d'autre part, la perception théorisée de son exclusion.

La bourgeoisie imprime sa domination et garde fermement le pouvoir en gardant le contrôle de la production, de la propriété et de l'Etat national. La bourgeoisie représente l'ordre régnant, le maintien de la division en classes, de l'inégalité sociale ; des privilèges ; le prolétariat se présente comme le champion d'un nouvel ordre universaliste, de l'abolition des classes, de l'égalité réelle.

Dans les grandes lignes de ce processus, en prenant seulement les deux classes polaires : bourgeoisie et prolétariat (laissons de côté le problème de l'aristocratie, de la paysannerie et les différentes couches sociales) nous pouvons voir, pour l'époque considérée, un rapport direct entre la position de la classe dans le système, ses intérêts, sa pratique et son action politique. Ansart dit : « lorsque une classe sociale

(10) Parue en 1840. Citée par Louis Chevalier. **Classes Laborieuses et Classes dangereuses**. Plon, Paris 1958.

(11) K. Marx, **Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte**, Ed. Sociales, Paris.

(12) Voir Michelle Perrot, **Les ouvriers en grève. France 1871-1890**. Mouton, Paris, 1974. « 1869 : 72 grèves, 40 600 grévistes ; 1870 : 116 grèves, 85 232 grévistes, chiffres jamais vus. Il faudra attendre 1880 pour que ce nombre de grévistes soit à nouveau atteint (et dépassé). C'est d'ailleurs moins le nombre de conflits que leur ampleur qui est remarquable ; 1870 a la plus forte ampleur moyenne du siècle : 760 grévistes/grève.

(13) Exclusion du système ne veut pas dire exclusion de la société.

joue sur la scène politique le rôle qui est conforme à ses intérêts, on décèle un rapport d'adéquation entre la structure sociale et le jeu politique » (14)

Dans les situations révolutionnaires cette adéquation entre la position de classe et l'action politique s'exprime avec toute sa force : c'est l'essence même de la révolution.

En France la situation commença à changer avec l'échec de l'internationalisme à la guerre de 14. En Russie, l'antagonisme se concrétisa dans l'action de la paysannerie et du prolétariat urbain d'abord en 1905, ensuite de 1917 à 1923 ; en Allemagne et en Italie en 1919-20 et en Espagne de 1932 à 1937. Ces périodes d'affrontement résolu vont être nuancées par des moments qui montrent non seulement d'autres formes moins spectaculaires de la lutte de classes, mais aussi par un type d'adéquation au système institutionnel bourgeois qui va réduire l'expression du conflit à des formes et dans des aires (zones) limitées et contrôlables.

Si les mouvements révolutionnaires et les actions insurrectionnelles déjà citées ont bien produit des modifications importantes et même fondamentales dans le système régnant, du point de vue de « prolétariat » (tel du moins que le définit la théorie révolutionnaire) l'échec est notoire, sans parler de la situation extrême du fascisme et du nazisme.

Arrivés à ce point « il faut expliquer comment une classe peut jouer un autre rôle que le sien, accomplir une tâche qui est précisément la tâche d'une autre classe et mener ainsi ou tolérer une action objectivement en contradiction avec sa réalité » (15).

3

L'imaginaire social

« Pulsions et frustration font partie importante du mouvement ouvrier : son histoire est aussi celle du désir. »

M. Perrot (16)

A certains moments de l'histoire, les conditions sociales et politiques paraissent frapper directement les hommes pour leur faire voir ce qui crève les yeux. Le nazisme fut l'un de ces moments et Reich écrivit : « Le problème fondamental est donc

(14) Pierre Ansart, Marx et la théorie de l'imaginaire social. *Cahiers Int. de Sociologie*. Vol. XLV ; 1968, p. 116.

(15) Ibid : p. 116.

(16) *Les ouvriers en grève*. Mouton, Paris-La Haye, 1974, p. 64.

de savoir (...) ce qui empêche l'harmonie entre la situation économique et l'idéologie » (17)

Ce qui ressort de cette façon de poser le problème c'est que la relation aussi bien positive que négative entre 1) la structure socio-économique définie au niveau du processus de production et 2) l'institutionnalisation politique et idéologique — sans laquelle serait impossible la reproduction des conditions de la production — reste sans explication si l'on maintient un écart radical entre « infrastructure » et « idéologie », la première en tant que développement de forces productives — mouvement réel — et la deuxième en tant que sous-produit mystificateur.

Les « relations sociales réelles », les rapports de production, sont toujours des relations instituées, c'est-à-dire qu'elles se développent, se perpétuent, se reproduisent en fonction d'un cadre institutionnel qui est leur expression et qui en même temps les contient. Toutes les relations sociales réelles ont une signification, sont significatives, s'inscrivent à un niveau symbolique. Ceci vaut aussi bien pour le processus de production que pour l'objet produit. « *C'est seulement un rapport social déterminé des hommes entre eux qui revêt ici pour eux la forme fantasmagorique d'un rapport des choses entre elles* » (18) Mais Marx ajoute qu'en échangeant les divers produits du travail, les hommes comparent *leurs divers travaux* en tant que modalités du travail humain. « Ils le font sans le savoir. La valeur ne porte donc pas écrit sur le front ce qu'elle est. Elle fait bien plutôt de chaque produit du travail un hiéroglyphe » (19).

C'est-à-dire que dans le travail et dans la relation, dans l'action sociale au sens large, s'entremêlent inextricablement la pratique et la théorie, la production et « l'idéologie ». Le processus réel est constitué par cette totalité.

Mais « l'idée que le symbolique est parfaitement « neutre » ou bien — ce qui revient au même — totalement « adéquat » au fonctionnement du processus réel, est inacceptable et à vrai dire, privée de sens » (20).

Ce qui veut dire que dans une totalité sociale concrète (historique) il est possible de distinguer différents niveaux analytiques qui rendent compte d'une partie du processus ; nous pouvons donc parler de niveaux ou instances (21) où s'expriment les contradictions ou conflits des formations sociales et des rapports sociaux. L'un de ces niveaux est le niveau du discours social ou niveau symbolique.

Revenons à la citation de Cardan : le discours social touche par un pôle à la « réalité matérielle », par l'autre à « l'abstraction », à « l'illusion », à l'imagination. Mais le processus social réel contient la totalité du discours (plus ce qui lui échappe et qui apparaît comme marginal ou folie) ce qui nous autoriserait aussi à parler de niveaux de réalité.

Quand Marx dit (en critiquant Hegel) : « L'Etat est une abstraction. Le peuple seul est la réalité », il dit à la fois vrai et faux. « La transposition des forces sociales productives du travail en propriétés réifiées du capital est si profondément ancrée

(17) **La psychologie de masse du fascisme**. Payot, 1972, p. 37.

(18) Marx. **Capital** Ed. Sociales. T.I., p. 85.

(19) *Ibid.*, p. 86.

(20) Cardan. **Marxisme et théorie révolutionnaire**. S ou B. N° 39, p. 47.

(21) D. Vidal. Notes sur l'idéologie. « Alors que par l'instance économique et l'instance politique — considérées comme topiques — les contradictions spécifiques sont traitées en termes de valeurs ou de pouvoir, elles sont traitées en termes de discours par l'instance idéologique ». **L'Homme et la Société**. N° 17, p. 45.

dans l'imagination que les avantages du machinisme, de l'application de la science, de l'invention, etc, sont présentées comme nécessaires dans leur forme aliénée, et apparaissent donc tous comme formes du capital » (22) ce qui détermine dans le processus réel des conséquences également réelles. Dans la mesure où l'Etat apparaît opposé à la société, en tant qu'expression d'un type de relation sociale aliénée, la réalité de son existence se matérialise à travers des appareils concrets de domination qui imposent une direction à la totalité du processus social.

Ce qui est profondément ancré dans « l'imagination » des hommes (qui est un aspect du comportement humain lié à des niveaux plus profonds, inconscients, où le désir règne tout puissant), apparaît, prend corps dans la réalité sociale sous deux formes : la soumission à ses apparences — conscientes — ou sa négation critique. Pour le dire avec les mots de Marx « la tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants ». Et dans la révolution, « la résurrection des morts (...) sert par conséquent à magnifier les nouvelles luttes, non à parodier les anciennes, à exagérer dans l'imagination la tâche à accomplir, non à se soustraire à leur soutien en se réfugiant dans la réalité, à retrouver l'esprit de la révolution et non à évoquer de nouveau son spectre » (23).

De même, dans la réalité quotidienne non révolutionnaire l'imaginaire collectif est le lieu d'une réalité pesante et opaque qui conditionne le type d'action revendicative ainsi que la perception des possibilités « réalistes » du changement social.

L'imaginaire social en tant qu'organisation des représentations collectives d'une époque n'est pas neutre, ni inoffensif, il fait partie de la définition sociale de la situation et constitue ainsi un facteur important du développement historique de cette même situation !

C'est le lieu (ou le niveau) du fantasme, il est lié aux rejetons de l'inconscient et en conséquence il permet l'articulation de l'organisation institutionnelle sur l'inconscient individuel (24).

Il serait nécessaire de différencier théoriquement au sein du discours social, ce qui est de l'ordre de la théorie, de l'idéologie ou de l'imaginaire, mais nous ne le ferons pas ici et dans les limites du présent travail nous nous contenterons de préciser de quoi il s'agit.

Pour évoquer ce pouvoir de l'imaginaire dans ses formes de conditionnement social, pensons par exemple à l'effondrement de l'Internationale face à « l'Union sacrée » et au comportement tantôt passif, tantôt patriotique et chauvin de la « classe ouvrière » conduite à la guerre. Le gouvernement n'a même pas eu besoin de l'application du Carnet B. Bien auparavant on aurait pu voir combien le peuple, du fait même de son dénuement et de sa dépendance, était soumis à ses propres mythes. Paraphrasant Proudhon, Ansart dit : « en particulier le 10 décembre 1848 et le 20 décembre 1851, où le peuple, se berçant des souvenirs de l'Empire, se donna un gouvernement contraire à ses intérêts » (25).

Essayons maintenant de montrer comment et par quelles voies ce niveau de l'imaginaire social peut être le lieu d'une intégration de la classe ouvrière au système établi.

(22) Marx. Résultats du processus immédiat de production. Cité par D. Howard. Fétichisme, aliénation et théorie critique. **L'Homme et la société**. N° 17, p. 103.

(23) Marx. **Le 18 Brumaire**. p. 17.

(24) Voir : le symbolique et l'imaginaire, et l'aliénation et l'imaginaire. Cardan, **Marxisme et théorie révolutionnaire, S ou B**. N° 39. Et Eugène Enriquez : Imaginaire social, refoulement et répression dans les organisations, **Connexions**, N° 3.

(25) Pierre Ansart. **Marx et l'anarchisme**. P.v.F. Paris, 1969, p. 217.

Les canaux de l'intégration imaginaire

« La figure de l'Hercule, produite sous la monarchie, se transmet au corps imaginaire qui effrayait tant Louis XV ; ce corps imaginaire en expansion devint le lieu idéologique où prit place la représentation nationale, en conséquence de laquelle s'inscrivit la nation territoriale. Ce dernier mouvement étant inéluctablement accompli, la figure se contracta de nouveau dans les images de pierre, — moment de réification contemporain de la réinstauration du pouvoir personnel qui dès la Révolution Française fit le lit de ce que sera le fascisme ».

Jean-Yves Guiomar (26)

Dans le cours de l'histoire, dans le flux de ce processus social qui va constituer la bourgeoisie et le prolétariat en tant que classes antagoniques, la Révolution Française transfère le pouvoir politico-social de la noblesse à la bourgeoisie, en constituant un Etat National basé sur une idée de la représentativité et de la souveraineté du peuple, sur une abolition des privilèges de caste et sur une idéologie de l'égalité en même temps que de la propriété.

Les classes populaires participent, s'engageant de plus en plus dans le processus révolutionnaire jusqu'à se rendre compte qu'elles n'ont pas une place institutionnelle dans le nouveau système, jusqu'à sentir la dépossession et l'exclusion dans laquelle les place le « système établi » qui vient de se constituer : la démocratie bourgeoise.

Les pauvres des villes sentent d'emblée l'exclusion sur le plan de la consommation, et sur l'action des sans-culottes commence à se construire la théorie socialiste. « Le Manifeste des Enragés » (1793) dit : « N'est-ce donc pas assez que vos prédécesseurs, pour la plupart d'infâme mémoire, nous aient légué la monarchie, l'agiotage et la guerre, sans que vous nous léguiez la nudité, la famine et le désespoir ? » (27)

(26) « Peuple français, voilà ton image (...). Tu es, parmi les nations ce que l'Hercule fut parmi les héros ». (Robespierre (le 5 février 1793) « ... sera élevé une statue colossale en l'honneur du peuple français ». Convention Nationale. 27 Brumaire 1793. (Jean-Yves Guiomar. *L'idéologie nationale*. Ed. Champ libre. Paris, 1974.)

(27) « Au manifeste des enragés » qui inaugure la longue série des manifestes jalonnant l'histoire théorique du socialisme français au XIX^e siècle succédera seulement deux ans et demi plus tard le *Manifeste des Plébéiens* (9 frimaire an IV - 30 novembre 1795) de Babeuf et près de trois ans plus tard (mi-germinal an IV - début avril 1796) le célèbre *Manifeste des Egaux* de Sylvain Maréchal. Maurice Dommaget : *Jacques Roux, Le curé rouge*. Ed. Spartacus, Paris, 1848.

Ce que la révolution avait uni dans un même élan, dans un même espace-temps mythique (la fête) se dissocie encore, une fois affirmé le nouvel Etat : d'un côté la bourgeoisie « représentée » par les *mandataires* du peuple qui parlent au nom de la totalité de la « nation », de l'autre les classes populaires.

A partir de cette première polarisation qui se manifeste rapidement au sein même du processus révolutionnaire, on arrive à l'exclusion plus formelle et plus nette du prolétariat quand celui-ci s'avance avec toutes ses caractéristiques dans la production industrielle. Ce grand mouvement historique au cours duquel la grande masse des producteurs se voit expropriée des moyens de production et réduite au salaire, crée les conditions de la lutte ouvrière pour la survie en même temps que les possibilités d'une action révolutionnaire radicale contre le système (28). Le prolétariat reprendra l'héritage de la sans-culotterie.

Si nous considérons encore une fois les caractéristiques de la situation générale des classes ouvrières au siècle passé, c'est pour montrer l'apparition simultanée du prolétariat et de la *théorie* de cette situation : le socialisme révolutionnaire.

Mais, comme je l'avais déjà remarqué plus haut (II, p. 5) l'affrontement ouvert et la base de violence oppressive que suppose le système d'exploitation et de domination sont incompatibles avec l'existence du système lui-même. Il devient nécessaire de procéder à une nouvelle *unification* de l'espace social, mais une unification basée sur l'aliénation d'une partie de la réalité totale. Et cette partie aliénée est précisément le conflit structurel constitutif de la condition ouvrière, de l'exploitation, du salariat et des conditions de reproduction de cette situation : la *domination politique*.

La bourgeoisie va réussir (29) cette unification grâce à de multiples facteurs qui s'inscrivent dans le registre de l'*imaginaire collectif* mais qui prennent leur force, plongent leurs racines à différents niveaux de la réalité.

Le corps imaginaire du peuple-souverain-faisant-sa-propre-histoire se replie, comme une rivière gonflée qui a recouvert la plaine se replie dans son lit, n'étant plus qu'un filet d'eau dans l'étendue asséchée, et se réfugie réifié et ritualisé, dans la lettre de la Constitution, dans les traités d'Histoire, dans le catéchisme républicain pour esprit obtus. Les grandes images révolutionnaires font place aux conditions limitées d'une « réalité » acceptée en tant que telle, c'est-à-dire « inaltérable » et réduite au jeu interne du système établi (au « jeu des institutions »).

L'imaginaire social s'adapte à la perpétuation du système. La *négation* et la *contradiction* n'ont pas de place dans la rationalité régnante (rationalité instrumentale qui ne conteste ni les présupposés ni la finalité du système), et se réfugient dans l'utopie, qui reprend les voies d'un millénarisme « sécularisé ».

La réunification de l'espace social, qui laisse indemnes les contradictions du mode de production capitaliste, et qui se maintient au travers d'une récupération constante de la contestation et de l'innovation, s'inscrit dans la logique du symbolique, passe par la consolidation idéologique (l'idéologie dominante) et par la représentation imaginaire, et prend sa force dans les aspects divers de la réalité sociale.

(28) Les écrits les plus importants (Duret, Villermé, etc) qui décrivent la condition ouvrière (la misère, le paupérisme) prennent place entre 1830 et 1840. Le mouvement ouvrier moderne naît avec la Première Internationale en 1864 et le mouvement anarchiste avec la scission en 1870-71.

(29) Quand je parle de « réussite de la bourgeoisie » je n'entends pas une réification de celle-ci qui la mette en situation de manipuler consciemment le processus, mais je dis simplement que la bourgeoisie en tant que classe se situe en un lieu du processus social qui lui permet de l'emporter dans la lutte de classes.

Cette réunification, au niveau imaginaire et idéologique, de l'espace social, basée sur l'unité nationale et représentée par l'Etat, est, je le répète, le résultat (ou l'expression) d'une nouvelle *dissociation* (30).

Durant les préambules de la Révolution, une « unification » différente se dessinait, quelque chose qu'on pourrait appeler intégration. Dans le sens de la totalité sociale. Par exemple : les émeutes de 1788 déclenchées par le prix du pain introduisent un fait qualitativement différent par rapport à l'agitation précédente ; elles contestent la viabilité du régime. « Un nouveau facteur venait d'apparaître sur la scène : le pain et la politique cessaient d'être regardés comme des éléments dissociés » (31).

Mais la faille n'est jamais entièrement colmatée. Même aux moments culminants de l'action populaire, la Révolution Française dissocie constamment le pouvoir politique et le surimpose à la société : le peuple règne mais il ne gouverne pas, il a l'égalité de droit mais pas de fait. Les nouvelles formes institutionnelles dans lesquelles va se structurer le pouvoir politique de la bourgeoisie consolident, à travers le *suffrage universel*, ce double mouvement de participation imaginaire du peuple au pouvoir et d'exclusion du contrôle et de la décision, participation imaginaire qui bascule vers le pôle de l'illusion (32).

Le système politique représentatif, parlementaire survole cette dissociation de la pratique sociale en politique d'une part et économique de l'autre, et s'appuie sur une légalité qui compte sur l'illusion et le leurre dans le partage du pouvoir.

Proudhon disait : « Vous parlez de Suffrage Universel ! Il est tout fait, les élus sont désignés d'avance. L'ouvrier nommera son patron, le domestique son maître, le fermier son propriétaire, le boutiquier son banquier, le soldat son général, le paroissien son curé » (33).

Ceci parce que le suffrage universel (dénomination abusive : il y a toujours des minorités, voire des majorités, exclues : pendant longtemps les femmes, aujourd'hui les travailleurs immigrés, etc) recouvre une inégalité fondamentale non seulement au niveau économique mais aussi au niveau de l'influence réelle des différents groupes sociaux à travers les appareils d'Etat. La classe qui a le pouvoir contrôle ces appareils, et non seulement le gouvernement et la justice, ou la police ou l'armée, mais aussi l'école et l'organisation de la famille, et elle impose un type de « socialisation politique » basée sur la différence dirigeant-dirigé, intellectuel-manuel.

(30) Cette intégration représente exactement le mouvement opposé à celui que je viens de décrire, quoique tous les deux participent de l'imaginaire, ce qui est le cas de toute réalité sociale. L'intégration qui va dans le sens de la totalité est désaliénante ; l'intégration exclusivement imaginaire qui laisse de côté des éléments dissociés de la réalité — et dont la fonction est précisément celle de les laisser de côté — va dans le sens de l'aliénation.

(31) Jeffry Kaplow : *les noms des rois*, les pauvres de Paris à la veille de la Révolution. Maspero, Paris, 1974, p. 266.

(32) La Révolution Russe de 1917 est un autre exemple où nous pouvons voir le même phénomène sous une autre forme institutionnelle. La dépossession et l'exclusion du prolétariat et de la paysannerie par un pouvoir politique naissant sont évidentes : les décisions fondamentales sont prises « ailleurs », de « l'extérieur », c'est-à-dire par l'Etat, le Parti, ou n'importe quel organisme sans véritables liens avec le processus de production lui-même. Voir : M. Brinton, *les Bolcheviks et le contrôle ouvrier, 1917-1921. Autogestion et socialisme*. N° 24-25, 1973.

(33) *De la justice*. 8^e étude.

Les partis politiques, bourgeois ou « prolétaires », perpétuent le système, jouent le jeu. Voter, acte pour lequel existe bien une égalité formelle, contribue à masquer l'inégalité inhérente au système et « constitue une fonction de légitimation extrêmement importante » (34).

La responsabilité historique de la social-démocratie dans cette légitimation du système est accablante, mais son origine est donc la politique de Marx lui-même qui n'a pas su ou n'a pas pu se débarrasser du schéma autoritaire bourgeois et qui imposa à la Première Internationale — même au prix de sa destruction — la participation « politique » au sein des institutions bourgeoises : à travers les partis politiques et la lutte électorale.

Là se constitue un des premiers canaux qui rendent possible l'intégration imaginaire au système, et probablement l'un des plus illusoirs.

D'autres « canaux » pèsent plus lourd, ont un ancrage plus fort dans la réalité sociale, quoique leur fonction au niveau imaginaire soit la même, comme par exemple l'action historique du syndicalisme et les lois de la sécurité sociale.

Ce prolétariat internationaliste qui commençait à s'organiser de façon autonome, avec la finalité explicite de renverser totalement l'ordre existant, fut obligé par les conditions même du marché capitaliste de négocier la vente de sa force de travail. Les premières organisations, les bourses du travail et les organisations de résistance, furent « légalisées » (35). Le syndicalisme revendiqua de plus en plus des améliorations immédiates et prisonnier de la contradiction entre l'abolition du salariat d'une part et l'augmentation du pouvoir d'achat et le maintien du plein emploi de l'autre, se transforma en une institution nécessaire au système capitaliste, devint une organisation réformiste, bureaucratisée pour gérer, au profit du système, la lutte de classes. Aujourd'hui il est un médiateur entre les travailleurs et l'Etat.

Parallèlement à l'évolution réformiste du syndicalisme se développe une autre grande institution de contrôle social, nécessaire au capitalisme, base de la stabilisation des classes populaires dans le système établi : l'institution qu'on connaît sous le nom de sécurité sociale.

De nouveau la situation originelle du prolétariat, son exclusion du système, va trouver des voies d'approche basées sur l'amélioration indubitable de la condition ouvrière, mais aussi sur le contrôle constant qui est le prix de « l'intégration ».

Liée à la misère, l'insécurité pour l'avenir était un des fléaux du travailleur et de sa famille au siècle passé. Sous la pression ouvrière, le capitalisme doit trouver une solution et il est vite secouru dans ce domaine par le socialisme réformiste. En 1883, Bismarck élabore le premier de ces grands systèmes d'assurances obligatoires. « Les Pays Bas, la Roumanie, l'Autriche, les pays scandinaves suivront le mouvement dès les dernières années du XIX^e siècle ou dès le début du XX^e siècle. L'Angleterre,

(34) Ralph Miliband. *L'Etat dans la société capitaliste*. Maspero, Paris, 1973, p. 213.

(35) La loi du 21 mars 1884 légalise les organisations syndicales et Waldeck-Rousseau recommande le 25 août aux préfets de prêter leur concours à l'organisation des associations professionnelles. Le 8 février 1894, proposition de loi de Jules Guesde tendant à réglementer le droit de grève. Projet de loi Millerand/Waldeck-Rousseau (1906) sur le contrat de travail. Toute cette période est marquée par la forte opposition anarcho-syndicaliste à ces mesures de légalisation qui sont vues comme un moyen d'intégration au système et opposées à la finalité syndicale d'en finir avec le salariat et le patronat. Voir *Eléments historiques*, p. 40 de la brochure *Capitalisme-Syndicalisme, mèmecombat*, Corale, Spartacus, Paris, 1974.

qui précède la France de peu pour les accidents du travail (1897), se donne en 1908 et 1911 deux lois capitales concernant l'une la vieillesse, l'autre la maladie, l'invalidité et le chômage » (36). Suivent en France la loi de 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, la loi de 1932 sur les allocations familiales, etc.

Aujourd'hui la Sécurité Sociale s'est transformée en un des rouages qui assurent le fonctionnement d'ensemble du système capitaliste.

Le mouvement ouvrier, prisonnier dans le filet d'un dilemme de fer, condamné en principe, à l'époque de la prépondérance du courant révolutionnaire, la prise en charge par l'Etat de la condition ouvrière, voyant les dangers que cela signifiait pour la combativité du prolétariat, mais il n'échappa pas à l'acceptation inévitable des lois de sécurité sociale que la vie quotidienne, réformiste par excellence, imposait à chaque ouvrier.

En signalant ces faits de notre réalité sociale, et prenant comme exemples le suffrage, le syndicalisme et la sécurité sociale, je voulais seulement montrer quelques-uns des « canaux » grâce auxquels fut atténuée l'exclusion originelle du prolétariat par rapport au système établi, permettant une nouvelle unification de l'espace social, une « intégration » du prolétariat au système.

Ce que je veux dire, ce n'est pas que ces canaux d'intégration soient « imaginaires » dans le sens d'illusoire, mais que les conditions qui résultent de différentes formes de participation politique, syndicale et de consommation dans le système établi — basé sur la forme capitaliste traditionnelle ou de capitalisme d'Etat — permettent la construction au niveau de l'imaginaire collectif, de représentations de la réalité sociale qui facilitent l'acceptation de l'idéologie dominante. Mais en même temps ces représentations collectives s'articulent profondément avec la réalité du désir, bloquant l'expression du contenu opposé, de signe révolutionnaire.

De ce point de vue, l'imaginaire collectif cache « l'autre réalité » structurale de la domination et de l'exploitation, ce qui empêche le prolétariat, en tant que classe, de percevoir sa propre situation.

Comme je le disais en commençant : dans cette relation dialectique entre forces qui prennent leur poids à différents niveaux de la réalité, le prolétariat urbain, dans l'actualité, maintient sa position centrale dans toute théorie révolutionnaire, non pas par sa position structurale mais par l'imbrication de forces en jeu dans la société de capitalisme avancé.

Nicolas.

(36) Henri Hatzfeld. *Du pauperisme à la Sécurité Sociale*, 185, 1940. Armand Colin, Paris, 1971.

L'INTÉGRATION IMAGINAIRE DU PROLÉTARIAT

Un commencement de discussion

Le débat s'est centré sur l'ambivalence des fonctions assumées par « l'imaginaire social » : cet imaginaire fonctionne-t-il dans le sens de l'intégration du prolétariat au système, ou bien joue-t-il au contraire un rôle révolutionnaire, peut-il être un facteur de rupture ?

A partir de là, la discussion s'est efforcée de déterminer ce qu'est cet imaginaire social, comment il s'articule avec la position de classe (définie au niveau de la structure sociale), quel rapport il y a entre imaginaire, idéologie, illusion, fausse conscience, inconscient, irrationnel. Tous ces termes se rattachant à des schémas conceptuels, à des systèmes d'explication différents, les diverses interventions ont porté sur la position même du problème dans le texte ci-dessus (1), sur la recherche d'une articulation possible entre ces notions, d'un champ qui leur soit commun, d'exemples historiques révélateurs.

Dans la problématique du texte, si l'exemple cité de la révolution française est clair, en ce qui concerne le décalage entre une, ou des classes exclues du système (alors que la bourgeoisie s'empare seule du pouvoir), et la non-perception de cette exclusion du fait du système de représentations qui se met en place (égalité, liberté, suffrage universel...) — on ne voit pas bien néanmoins s'il s'agit dans ce cas de l'idéologie, ou de l'imaginaire, ou bien des deux à la fois ; on peut seulement observer que ces mécanismes sont de toutes façons intégrateurs.

Comment l'idéologie et l'imaginaire social s'articulent-ils ? On sait effectivement que si la situation de classe, l'exploitation, la domination, peuvent n'être pas perçues, c'est parce que l'idéologie dominante est là pour les masquer ; c'est un des traits de la société capitaliste ; on sait d'autre part que cette production de « fausse conscience » ne passe pas pas seulement par le discours rationnel (ou pseudo-rationnel), mais qu'elle joue aussi sur des mécanismes irrationnels, de l'ordre de l'inconscient.

Si l'on définit « l'imaginaire social » comme un ensemble de représentations vécues, plus ou moins conscientes, on a affaire alors à une notion que recoupe ce qu'on appelle « idéologie », et qui a parfois la connotation « d'illusion », ou de « falsification » ... Ce qui laisserait supposer, par l'emploi de ce terme, qu'il y a d'une part une réalité « objective » (des classes antagonistes) et d'autre part l'idée qu'on s'en fait, la représentation sociale plus ou moins illusoire, imaginaire ou idéologique.

Or il est certain que la réalité s'ancre à la fois dans la matérialité et dans l'imaginaire, et que les représentations, les significations sont aussi « réelles » que ce qui les sous-tend. D'où la nécessité de renoncer à l'idée simpliste qu'il suffirait de dissiper ces « illusions », ces représentations idéologiques ou imaginaires, pour que la situation « réelle » apparaisse dans toute sa vérité. Or le décryptage, ou la démystification de l'idéologie dominante, ne conduit pas forcément à la prise de conscience révolutionnaire...

Quant à l'imaginaire, quel rôle peut-il jouer dans la rupture révolutionnaire? Globalement, les exemples historiques semblent lui assigner plutôt un rôle intégrateur, conservateur, une fonction idéologique de résistance à la rupture; mais il peut parfois être porteur de révolte, d'opposition à l'ordre établi; faut-il dire alors, devant cette ambivalence, que l'imaginaire révolutionnaire serait refoulé?

(1) Dans le texte ci-dessus, il est énoncé que s'il y a décalage entre la position d'une classe et la perception que cette classe en a, c'est parce qu'interviennent des phénomènes ayant à voir avec les représentations et avec l'imaginaire. Mais sur la façon dont cet imaginaire fonctionne dans le sens de l'intégration, et parfois dans le sens de la rupture, peu d'éclaircissements nous sont donnés.

Lip revu et corrigé

1. L'ANALYSEUR LIP (*René Lourau, Ed. 10-18, 1974*)

Partant de Lip, le livre de Lourau entraîne le lecteur dans tous les horizons, à travers le panorama des groupuscules, l'examen des contrats de recherche du CORDES, la sociologie des centres urbains et de la participation urbaine, la stratégie planétaire de Marx, le drop-out, etc. Bien que par moment on soit un peu perdu, ce qui compte ce n'est pas de respecter un quelconque modèle de composition ni même de clarté, c'est de faire voir et de faire comprendre.

R. Lourau tente bien de montrer les significations ambiguës du mouvement des Lip et d'en éclairer les conditions. Ainsi se trouvent mentionnés et décrits les contextes politique, juridique, idéologique, de l'affaire Lip, par exemple les difficultés de la notion juridique d'entreprise, les tentatives pour vaincre la résistance des travailleurs à l'exploitation par l'enrichissement, l'élargissement et la rotation des tâches, les ambiguïtés du concept d'autogestion mis à toutes les sauces, etc.

Le résultat ainsi obtenu n'est pourtant pas de jeter une lumière nouvelle et plus forte sur les événements de Besançon ; ils paraissent plutôt noyés dans une masse de références, la plupart du temps conceptuelles, auprès de laquelle ils finissent par passer à l'arrière-plan et faire figure de prétexte. Plus utile est le travail effectué en comparant les diverses déclarations des patrons, fonctionnaires, syndicalistes, journalistes, etc, soumis à une analyse qui permet en un sens de mesurer la dimension spectaculaire de l'affaire Lip, et de relever certains éléments de la « mise en scène », comme dit Lourau après Utopie. Mise en scène à laquelle il est, somme toute, difficile de ne pas contribuer...

Car n'est-ce pas une façon d'y participer que de rapporter l'analyse des événements de Besançon à un problème qui ne s'est pas posé là-bas mais ailleurs, dans les discours et commentaires des observateurs, militants, critiques : *le problème du travail et du refus du travail* ? Les uns (Lip-unité détourné, Lip-unité Bilan, Négation...) dénonçant le caractère arriéré, inconscient, voire contre-révolutionnaire d'un mouvement qui n'a pas su remettre en cause le travail et l'idéologie productiviste, les autres (Utopie, Lourau) créditant au contraire les travailleurs d'une « orientation vers le non-travail » qui, si, « elle a du mal à percer », contiendrait cependant l'intérêt essentiel de toute l'affaire,

à relier aux autres symptômes de désertion sociale, l'absentéisme ou « l'admirable revendication de la grève pour la grève, la grève sans fin, sans finalité » (Lourau, p. 83). La grève pour la grève n'est pas une revendication, c'est l'interprétation que proposent des commentateurs des grèves qui se terminent sans aucun acquis, avec un cas limite, survenu une fois paraît-il, de grève déclenchée sans aucune revendication à l'appui. De là à conclure que la grève tend à être une fin en soi dans la période actuelle, le pas est souvent franchi, à l'encontre des nombreux signes qui indiquent une réalité différente. D'autant plus souvent que l'interprétation ne s'appuie sur aucune analyse précise et convaincante, et se développe elle aussi, semble-t-il, pour son propre plaisir. Rien n'alimente, de toute évidence, dans le cas de Lip, une semblable interprétation. De même, mentionnant la polémique que le problème de l'idéologie du travail avait suscitée dans ICO en 73 (n° 121) et qui avait tourné court, Lourau n'y ajoute aucun élément, concluant seulement que les analyseurs peuvent être, eux aussi, frappés d'obsolescence, ou récupérés comme analyseurs de régulation.

En effet, l'un de ses principaux soucis est de replacer l'affaire Lip dans le cadre de l'Analyse Institutionnelle, et de l'exprimer dans les catégories que celle-ci utilise : analyseur, institution, mode d'action contre-institutionnel, non-institutionnel, centre, périphérie, etc. D'appliquer au cas de Lip les apports d'une « sociologie active des mouvements sociaux », avec ses variables : orientation, amplitude, masse, vitesse, induction de fusion, induction de segmentarité... Tous ces instruments conceptuels sont peut-être de grande valeur « théorique » ; c'est à voir. Mais autre chose apparaît. A la limite, et cette limite est atteinte, il ne s'agit plus simplement de se servir de l'analyse institutionnelle pour mettre à jour les aspects complexes du mouvement social en général et dans le cas de Lip. C'est plutôt l'inverse : le mouvement social prend son sens d'être « analyse institutionnelle généralisée », dont la définition ouvre le volume : effondrement des représentations qui soutiennent les institutions, refus du secret bureaucratique, rupture des rapports sociaux habituels, etc, résultant de l'action des analyseurs (« groupes, catégories, événements, structures matérielles, qui produisent par leur action même, et non par l'application d'une science quelconque, une analyse de la situation », p. 14). Lip agissant comme analyseur (p. 43) des contradictions insolubles des méthodes de gestion et de l'idéologie gestionnaire, des rapports conflictuels entre le mouvement social et les formes de la politique instituée.

Pour Marx, les conceptions des communistes étaient *l'expression du mouvement réel* ; les sociologues de tout temps se demandaient, de leur côté, comment relier leurs travaux théoriques et le mouvement social (en orientant celui-ci dans le sens le plus souhaitable à leurs yeux). Chez Lourau (pour qui le « marxisme », avec son « dualisme métaphysique », constitue un objet connu de tous, sans qu'il soit besoin d'entrer dans le détail !) ce problème est résolu très simplement : le mouvement social tout entier devient analyse institutionnelle généralisée, *mais qui s'ignore*. L'analyse institutionnelle tout court va permettre de le lui faire savoir, tout en faisant mieux, en le légitimant : le savoir (des ultra-gauchistes et anarchistes) reste « parcellaire, souvent honteux, *peu ou mal légitimé*, parce que les éléments analyseurs qui permettraient de le révéler à tous (?) sont ou refoulés par l'idéologie révolutionnaire dominante (le marxisme dans ses diverses obédiences) ou singularisés et romantisés par ceux qui en sont les acteurs, les témoins troublés ou les sociologues timorés » (p. 44).

Ainsi, l'analyse institutionnelle, après avoir contribué, en son temps, à mettre en question la science, la théorie, la séparation du théorique et du pratique, l'autorité du savant, se voit conduite à rétablir à son tour l'autorité de la théorie (sociologique) sur la « singularité » du mouvement ouvrier.

2. UTOPIE, n° 8, février 1974.

Pour UTOPIE, toute l'affaire Lip, telle qu'elle nous était présentée, lutte de classe, ouvriers résolus, unis et astucieux, prise en main de la production et de la vente, l'autogestion à l'horizon, tout cela est trop clair pour être honnête.

« Quand la structure secrète du système se dévoile avec cette limpidité, quand les ouvriers prennent le pouvoir (sic) et que le patronat fait son mea culpa sans que rien soit ébranlé dans l'ordre global de la production, c'est qu'un nouveau détour dissimule la clef de l'édifice. Si on peut affirmer ainsi l'existence des classes et démasquer leur affrontement c'est que désormais la lutte de classe n'est plus le ressort secret, elle n'est plus que le mythe efficace qui cache la coopération structurelle des deux partenaires sociaux patronat/salariat... »

Comment et aux yeux de qui les choses pouvaient-elles apparaître si simples et si limpides ? Même de loin, où nous étions presque tous, y compris ceux qui croyaient par un voyage à Besançon annuler magiquement la distance (en particulier sociale) qui les séparait de Lip, même de loin rien n'était clair. Sauf que dans le brouillard c'était à qui donnerait, mieux que les autres, la clef de toute l'affaire, présente et à venir, en donnerait le sens en la simplifiant jusqu'à la transparence. C'est là qu'on entendait : solidarité, autogestion, tous unis, Lip pour tous, prolétariat, dignité... une grande clameur humaniste, montant de toutes parts, de Libé., de Combat, des Cahiers de Mai, Rouge ou Politique Hebdo, sans parler du Monde, du centre et des extrêmes. Dès qu'on y regardait d'un peu près, incertitude et confusion : les deux syndicats se battaient-ils vraiment entre eux ou faisaient-ils semblant ? Les ouvriers avaient-ils rencontré la « démocratie », ou simplement une plus habile manipulation ? Avaient-ils confiance en eux-mêmes et en leurs propres forces, ou bien en celles des syndicats ? Lip-unité était-il fait par les gens de Lip eux-mêmes ou par des permanents extérieurs qui les avaient colonisés et rackettés en se mettant « à leur service » ? Qui parlait dans les assemblées, et que faisaient les autres, pendant ce temps ?...

Ce qu'on voyait bien, néanmoins, c'est que les ouvriers étaient bien loin d'avoir « pris le pouvoir » : on les voyait trouver des trucs qui, l'un après l'autre, mettaient en difficulté les projets patronaux (et syndicaux) : saisie et dissimulation du stock, ventes sauvages à la barbe des flics, subtitilisation des paies, « sauvages » au moment où la police allait s'en emparer, démontage du toit de l'usine où la réinstallation était prévue..., le bricolage horloger au service de la lutte de classe. Le « sérieux » n'en subsistait pas moins, à côté, tout près : les négociations et leur cérémonial, même perturbé, les discours des délégués galvanisant les masses, les rappels à l'ordre des centrales syndicales à ces mêmes délégués, les savants travaux, les études de rentabilité « au service des travailleurs » ; où était le pouvoir des ouvriers dans tout cela ? Et le mea culpa du patronat ? Où était la lutte de classe ? Il y avait bien « coopération structurelle », mais c'était entre patronat et syndicat, et elle n'était pas cachée, puisque les ouvriers de Lip l'énonçaient parfois eux-mêmes (cf Lip, Interview avec les membres du C.A., J. Lopez.)

Utopie voit dans les slogans des Lip (« on travaille, on vend, on se paie », etc) une revalorisation du travail comme moyen d'appropriation de soi, participant ainsi de la « mise en scène » de la production, de l'homme productiviste, à l'œuvre dans le cas de Lip.

Qu'il y eut mise en scène, c'est certain, mais son sens reste ambigu. Il faut noter que les Lip anticipaient, dans leur mouvement, sur l'arrêt de travail qu'on avait préparé pour eux : le licenciement, le « dégraissage des structures ». Quand des gens menacés de perdre leur emploi, leur revenu, leur moyen et leur

lieu d'existence, s'assemblent pour lutter, il est inévitable que cela conduise *d'abord* à une revalorisation de ce qu'ils défendent : leur travail, et le travail, en regard du chômage. D'où l'accueil glacial qu'ils ont réservé à ceux qui étaient venus leur prêcher le « non-travail » (?) Ce n'est qu'ensuite, selon les formes et le cours que prend la lutte, que peuvent naître d'autres remises en cause, d'autres questions ; mêlées aux premières, on a pu les entendre en effet, tantôt claires, tantôt confuses.

On ne peut pas non plus opposer simplement cette collusion idéologique (inévitabile et relative) des Lip avec la « logique » du système et l'humanisme occidental, à la transgression véritable que constituerait « la parenthèse irrécupérable dans leur carrière de producteur, le gaspillage épuisant de toutes les énergies dans l'aventure unique consommant une vie entière de travailleur en quelques mois... » (p. 55). On ne peut pas les opposer parce que tout cela est vécu et réfléchi ensemble, dans l'action et la réflexion collectives : c'est en même temps, chez les mêmes hommes et femmes, que sont nés la peur et le refus devant les manigances de la direction, le sentiment d'une limite atteinte et dépassée, intolérable, l'idée d'une force et d'un droit collectif et illégal, la joie de faire autre chose, de faire quelque chose ensemble, ou même de ne rien faire (encore que les plus tristes semblent avoir été ceux qui restèrent chez eux sans rien faire et ne tardèrent pas à chercher un autre travail...), le plaisir de ruser avec le pouvoir, avec la police, avec les directions patronales et syndicales, lointaines ou proches, de faire marcher une cantine et même de faire des montres... La parenthèse, c'est aussi cela, dans son contenu, tel qu'il était dit dans divers interviews et déclarations des Lip.

Et de l'extérieur, on récuse, on dénonce : idéologie autogestionnaire puante, récupération, mise en scène de l'économie et du travail, seule compte la rupture, la parenthèse, « l'aventure » de ne plus rien faire... Mais quand on va le leur dire, il faut voir la tête qu'ils font !

3. LIP: UNE BRECHE DANS LE MOUVEMENT OUVRIER TRADITIONNEL (*Mise au point, n° 2*)

Sans hermétisme, sans rodomontade, sans exhibition d'un arsenal de « concepts théoriques », cette brochure analyse la lutte des Lip sans tenter de l'enfermer ni de la réduire ; rappelant simplement les faits connus et donnant davantage de précisions et d'informations quand c'est utile, elle souligne ce qui est clair, et aussi ce qui l'est moins. A l'encontre de ceux qui y voient un combat d'arrière-garde, ou encore une lutte entièrement inscrite dans l'idéologie capitaliste « gestionnaire », *Mise au point* s'efforce d'y mettre à jour ce qui, dépassant Lip, « marque une étape dans le mouvement social ». Et ce travail d'élucidation se veut, lui-même, un acte de *solidarité concrète* avec les travailleurs de Lip. Car il met en relief, à travers cette lutte, comment l'action autonome des travailleurs agit aussi sur eux-mêmes pour les transformer, et contribue ainsi à briser les méthodes et les entraves du mouvement ouvrier traditionnel.

Mise au point insiste sur un caractère peu évoqué de la lutte des Lip (mais qui ne lui est pas réservé, comme le rappelait un ouvrier de Pêcheiny-Noguères au meeting Mutualité du 12-12-73) : *l'isolement*. Celui-ci a conduit les Lip à jouer un rôle de vedette, les autres ouvriers ne se sentant pas en mesure de réaliser ce qu'ils admiraient chez les Lip, l'unité, l'invention, la détermination. Isolement et vedettisation qui ont pesé sur l'évolution de la conscience des gens de Lip ; celle-ci aurait sans doute été bien différente si leur lutte avait été prise dans un mouvement plus vaste. Ajoutons ici : isolée, cette lutte l'a été d'abord par les conditions particulières à l'entreprise Lip ; elle l'a été également par ses caractéristiques propres, par les modes d'action déployés ; ensuite, par l'absence de luttes nombreuses et coordonnées entre elles sur le

même type de problèmes (les choses ont un peu changé depuis lors tout au moins pour le nombre) ; enfin, par l'absence d'une solidarité concrète et généralisée en France, malgré des apparences contraires.

Pour compenser et combattre cet isolement, souligne Mise au Point, les ouvriers, surtout ceux qui étaient groupés dans le CA, ont imposé *l'ouverture vers l'extérieur* ; expliquant et décrivant les conditions et formes de leur lutte dans des meetings publics ou d'entreprises, en France et à l'étranger : la « popularisation », disait-on alors d'un terme un peu inquiétant, a paru à certains moments constituer l'essentiel de l'action retenue, parallèlement aux efforts de négociations. Cette lutte suscitait réellement intérêt et sympathie, en France et à l'étranger ; cela ne faisait pourtant pas encore une solidarité active et concrète, mais seulement spectaculaire et « politique ». Dans cette divulgation, comment discerner ce qui revient aux efforts des Lip eux-mêmes, à ceux de la presse ou des media, aux organisateurs syndicaux et autres ? Surtout, l'extérieur auquel les Lip voulurent s'adresser, qu'est-ce que c'est ? Il y a eu des contacts, plus ou moins fructueux ou faciles avec les sections syndicales d'autres entreprises. Mais, dit Mise au Point, le public « était plus souvent celui des masses (!) gauchistes que celui d'autres travailleurs ayant d'autres expériences ». Des ouvriers en lutte parcourant le pays pour s'expliquer au lieu de laisser parler à leur façon bulletins syndicaux et journaux télévisés, c'était déjà en soi un fait remarquable ; fasciné par cette différence, cette nouveauté, on s'est empêché de voir que cela ne réalisait encore qu'un simulacre d'échange et de dialogue (inénarrable rencontre des Lip avec les étudiants de Nanterre, dans le genre dialogue impossible !) — sur le fond d'une connivence ambiguë entre les ouvriers de Lip, vivant leur combat, et les consommateurs politiques de l'événement, plus ou moins désintéressés.

Ce problème de l'isolement est donc celui de la solidarité, tant évoquée, comme si elle allait de soi, et comme s'il suffisait d'en prononcer le nom pour que cela soit chose faite. Mise au Point montre bien que la seule phase où s'est manifestée une solidarité active et concrète, dans une relation réciproque, se place au moment où l'usine a été occupée par les C.R.S. — et comment les ouvriers descendus dans la rue pour les affronter se sont laissés ramener au calme par les deux syndicats. « Plus faible que l'obéissance aux syndicats », cette solidarité concrète a néanmoins existé — et se différencie dès lors de toutes les déclarations, prises de positions, de toutes les formes d'action qui se sont présentées comme actes de solidarité sans parvenir à dissiper la confusion, soit parce que cette forme d'action était spectaculaire (comme la marche sur Besançon), soit parce que les conditions de mise en place restaient obscures et peu analysées (le meeting Mutualité du 12 décembre).

L'intention de Mise au Point est avant tout de montrer, sur le cas de Lip, comment une action, non seulement collective mais aussi autonome, dans la détermination des buts et des moyens, une action directe par conséquent, *transforme la mentalité des travailleurs qui s'y engagent*. Et comment elle peut être aussi l'indice des transformations déjà accomplies. On rappelle ainsi les atteintes collectives à la légalité, à la propriété bourgeoises, protégées d'ordinaire ne serait-ce que par la peur de la transgression entretenue par les syndicats ; ceux-ci ne pouvant sans se détruire eux-mêmes assumer ouvertement l'illégalité d'actions comme saisie de stocks, ventes sauvages, paies sauvages, etc. Mise au point analyse aussi longuement la nature et le rôle du Comité d'Action, forme qui au départ, ne résulte pas de magouilles syndicales ni de quelques initiatives individuelles, mais bien, comme les AG, les commissions, etc, de la participation massive des travailleurs à cette lutte (sans exprimer entièrement celle-ci, d'ailleurs). A propos du problème central des négociations — face à l'action autonome directe des travailleurs — on met en lumière le rôle conser-

vateur et répressif des deux syndicats, opposé au rôle radical du CA. Quant à cette opposition, il faudrait sans doute voir, ou savoir, ce qu'il en est advenu, et en quels accords, tractations, etc, elle s'est résolue au profit de la C.F.D.T.

Mise au point ne dissimule certes pas que l'action autonome des travailleurs, leur participation massive, leur réunion dans le CA, etc, n'ont pas réussi à déposséder les syndicats ni de la direction des luttes ni de leur emprise sur les travailleurs — y compris les plus radicaux des membres du CA, qui renoncèrent en certains cas à exprimer leur position face à celles des syndicats. Elles n'ont pas non plus réussi à faire prévaloir les objectifs liés à l'*action autonome* (développement de la force des travailleurs dans une lutte irréconciliable avec le système capitaliste) sur les objectifs syndicaux — et patronaux — de la *négociation*. Le maintien de la domination syndicale, et donc capitaliste, sur la mentalité des travailleurs, Mise au Point en donne une raison dernière : *c'est le refus de la réflexion théorique sur l'action collective et ses conditions, qui empêche la constitution d'une ligne d'action plus cohérente et plus mobilisatrice*. Ce refus laisse, une fois de plus, aux prétendus spécialistes, bonzes et experts syndicaux, le soin d'élaborer les données et de formuler les conclusions théoriques — et pratiques. Dans la lutte des Lip, la remise en cause de la division du travail, constatable ailleurs, n'est pas parvenue jusqu'à ce point : les travailleurs ayant renoncé à penser ensemble et par eux-mêmes.

Une fois cela dit, on se retrouve au même point, pour l'essentiel : pourquoi ici non plus ne va-t-on pas plus loin dans l'autonomie ? La question s'est seulement déplacée du niveau de l'action collective à celui de la réflexion ; question ancienne de l'emprise idéologique du système dans l'esprit des travailleurs, jusqu'au sein des luttes. Sur ce point, il n'est pas plus éclairant d'invoquer le refus de la réflexion théorique de la part des travailleurs que le prétendu « embourgeoisement » de la mentalité ouvrière. Voilà un problème qui reste encore à énoncer correctement. En tout cas il n'est pas sans inconvénient d'attribuer à la réflexion théorique, ou à son refus — en d'autres termes, à la conscience — un tel pouvoir, et de tels effets. Ce que montrent les luttes ouvrières, c'est que l'adhésion profonde, irréflective, inconsciente à l'ordre capitaliste, peut être ébranlée et remise en cause dans le cours des pratiques et mouvements collectifs de résistance, et que ceux-ci s'accomplissent en même temps au niveau inconscient, affectif (pas forcément individuel pour autant) et au niveau de la réflexion consciente. Il faut admettre que la réflexion théorique n'est pas la seule chose susceptible de « préparer », d'anticiper sur cette remise en cause : transgressions, pratiques de rupture de tous ordres *pourraient* n'être pas moins efficaces, à leur niveau, pour autant qu'elles ne restent pas circonscrites dans le champ individuel ou prétendu « marginal », et qu'elles puissent faire écho aux failles, aux contradictions, à l'angoisse inséparables du « mode de vie » capitaliste et de la mentalité qui le cimente.

C'est un peu ce qu'indique Mise au Point en constatant que la mentalité des travailleurs peut évoluer en rapport avec les luttes qu'ils mènent, cette évolution ayant dans chaque cas des limites repérables. Quant à ce qui déclenche ces luttes nouvelles et cette évolution, Mise au Point a tort de craindre le reproche de subjectivisme : il explique en effet que les Lip sont entrés dans l'action illégale, non par choix politique ou par marginalisme, mais bien « *par nécessité de trouver les moyens de lutte dans un combat où ils défendaient finalement les conditions de vie d'ouvriers qualifiés* » (p. 18).

Voilà qui évoque nettement la conception selon laquelle les ouvriers se battent quand ils y sont contraints, inventent des solutions nouvelles quand les anciennes ont montré leur inefficacité, et n'affrontent le système tout entier, face à face, classe contre classe, que quand ils sont le dos au mur, pour la lutte finale. Perspective déterministe et non subjectiviste, qui conduit à attendre, en

scrutant l'horizon, les prémices de la crise générale. Car 1) si c'est ainsi que cela doit se passer, alors patience : les travailleurs trouveront les solutions, les moyens dont ils auront besoin, quand ils y seront *obligés* ; et le capitalisme s'effondrera quand les exploités n'auront plus aucun moyen de survivre que de le détruire ensemble. Ce que contredisent entre autres deux guerres mondiales, où les exploités ont péri, et où le capitalisme a survécu ; et 2) pourquoi évoquer le rôle de la réflexion et le poids des mentalités si c'est pour oublier que ce dernier peut empêcher les travailleurs en lutte de trouver les moyens et les formes dont ils ont besoin ?

Décrivant cette lutte avec ses hardiesses, ses hésitations et ses confusions, Mise au point y voit une « étape dans le long processus de liquidation de ce passé de défaite qui pèse sur l'action de la classe ouvrière. Mais comme chaque étape d'un nouveau mouvement ouvrier, elle constitue aussi une brèche dans le vieux monde ». Optique qui se veut encourageante, et qui risque pourtant de faire l'effet inverse : une étape, une de plus, rien de plus, sur un long chemin conduisant on ne sait où, on ne sait quand... Ce n'est sûrement pas ainsi que l'on vécu ceux qui l'ont fait ; et il resterait à comprendre pourquoi cette simple « étape » a suscité en tous lieux tant de réactions, de passions, d'illusions, pourquoi le nom de Lip est si évocateur.

4. « LIP ET LA CONTRE-REVOLUTION AUTOGESTIONNAIRE » — *Négation* n° 3 (ou : *la contre-révolution partout...*)

La brochure de *Négation* a le mérite d'être cohérente et méthodique : à travers une grille théorique d'analyse énoncée dès le début, elle examine le conflit Lip sous tous ses aspects essentiels, soulève tous les problèmes qui ont été posés à son sujet, et propose une vue d'ensemble, en même temps qu'un jugement catégorique.

Elle souligne en outre, comme le font d'autres analyses, des traits qui apparaissent finalement, on en est bien d'accord, comme les plus importants, comme déterminants dans toute cette affaire : la position exceptionnelle de l'entreprise Lip, manufacture d'un autre âge, dans l'industrie moderne ; l'isolement des ouvriers de Lip dans l'ensemble du prolétariat, les ambiguïtés de l'opération « popularisation », les tentatives souvent réussies d'exploitation et de récupération sous couvert de « solidarité », les cheminements qui ont finalement imposés la solution Neuschwander, les pratiques syndicales, le rôle et la nature du CA, etc.

Quant au schéma d'analyse, il repose sur la distinction entre d'une part, le *mouvement des ouvriers*, luttant contre l'extraction de la plus-value absolue à l'époque de la domination seulement formelle du capital, opposant au capitaliste parasitaire la « conscience de producteur », la lutte pour la réduction du temps de travail et l'idée des coopératives ; d'autre part, à l'époque de la domination réelle du capital et de la force de travail non spécialisée, interchangeable, dont l'importance relative diminue dans la production, *la lutte du prolétariat* visant maintenant à la destruction radicale de la forme capitaliste (l'entreprise), du travail, etc ; c'est aussi l'époque où les syndicats s'affirment comme gestionnaires de la force de travail, au niveau de l'entreprise dans l'immédiat, et potentiellement au niveau de la société tout entière.

Mais les contradictions propres à cette seconde phase entre forces productives et rapports de production doivent « amener la prise en charge de la contradiction par la force de travail elle-même, c'est-à-dire sa propre prise en charge. Cette autogestion est la conséquence de l'atomisation du prolétariat inscrite dans l'autonomie de l'entreprise (...) elle recouvre la nécessité d'un tel contrôle sur les prolétaires qu'il ne puisse plus s'exercer au premier chef que par eux-mêmes » (p. 16).

Dans ce cadre, le conflit Lip est d'abord présenté comme celui d'une forme archaïque de production, la manufacture horlogère, dont les difficultés économiques n'expriment que la résistance du capital ancien au capital moderne (cf II, 1 : « une manufacture à l'époque de la domination réelle du capital ») ; il renvoie d'une part au « mouvement ouvrier » caractéristique d'une entreprise archaïque, d'autre part à la transformation de la force de travail en « capitaliste collectif », se prenant elle-même en charge, dans la tendance autogestionnaire du capitalisme moderne, forme la plus avancée de la contre-révolution. Que cela plaise ou non, la lutte des travailleurs de Lip appartient, pour Négation, soit à une époque dépassée, soit au mouvement contre-révolutionnaire.

Négation, en effet, reconnaissait bien à cette lutte un caractère à l'origine prolétarien (« la réaction prolétarienne initiale de défense du salaire » p. 28 et 24) ; mais, (dans une démarche en quelque sorte inverse de celle de Mise au Point), il voit s'y superposer progressivement, « aux différents stades de développement de l'action », soit « des caractères ouvriers archaïques » (remise en marche de la production voulant montrer « l'essentialité de l'acte productif des ouvriers », archaïsme évident puisque cet acte productif n'aurait aujourd'hui plus rien d'essentiel économiquement, comme l'a établi depuis quelque temps Négation...) — soit encore des « caractères gestionnaires modernes » (mise en vente des montres au prix et dans les formes (catalogues) qui sont celles du capital, attestant la « capacité gestionnaire des ouvriers »).

Et c'est quasiment malgré soi que Négation reconnaît que ces objectifs ouvriers et gestionnaires restent superficiels par rapport à l'objectif prolétarien (« la remise en route de la production a pour objectif superficiel — l'objectif profond étant la défense du salaire ... » p. 28).

Il est vrai que même cet objectif « prolétarien » de défense du salaire peut lui-même être suspecté, aux yeux de Négation, d'intention contre-révolutionnaire : les ouvriers de Lip « voulaient que tout continue comme avant : le maintien du salaire nécessite le maintien du capital. « Le « non au démantèlement, non aux licenciements » signifie la sauvegarde de l'entreprise, c'est-à-dire du capital » (p. 27) !

Quant au problème du C.A. (émanation de la C.F.D.T. pour Négation, p. 32), ce contenu de l'action (sauvegarde de l'entreprise) excluait que l'autonomie relative du C.A. exprimant, elle aussi, la prise en charge de la force de travail par elle-même, puisse aller jusqu'à la rupture avec le syndicat ; et la défaite était « inscrite dès le début ».

Tout voile dissipé par l'analyse de Négation, on a donc dans le conflit Lip un mouvement ouvrier d'un autre âge, et dans les organisations « autonomes » où en réalité la force de travail se prend elle-même en charge pour le profit du capital, la contre-révolution prolétarienne sous couvert de mouvement prolétarien. Face à cela, Négation oppose le mouvement prolétarien réel et « dominant » (le sabotage, l'absentéisme) promis à culminer dans la destruction de la valeur, du salariat, du travail, de l'entreprise, du marché, etc. (p. 40, 41).

On se bornera à quelques remarques critiques.

1. Adopter le principe selon lequel le développement du capital conduit la force de travail à se prendre en charge elle-même pour s'exploiter dans un rapport capitaliste permet de l'appliquer à toutes les expériences, tentatives ou formes d'organisation *autonomes* des travailleurs, et de les récuser comme contre-révolutionnaires puisque visant à maintenir consciemment ou non le rapport capitaliste ; il ne peut donc y avoir aucune action autonome des tra-

vailleurs comme tels ; restent seuls le Capital, abstraction machiavélique, et des travailleurs qui s'exploitent eux-mêmes, comme des zombies. Comités d'action, de grève, etc, à la poubelle de l'histoire !

De la même façon toute lutte pour les salaires, ainsi que pour les conditions du travail, pourra être interprétée comme potentiellement (?) ou réellement contre-révolutionnaire, puisqu'elle n'inclut pas dans son contenu la « destruction » (?) de l'emploi, du travail, de l'entreprise, du patron, du capital : on se trouve ainsi ramené au problème du sens des revendications économiques mais posé en des termes qu'on pouvait pourtant espérer avoir dépassés, depuis 70 ans !

Cette perspective de Négation pousse le déterminisme économique à l'absolu, en ce qui concerne les attitudes des travailleurs : « ils l'ont fait sans choix préalable, et il est faux de prétendre qu'ils auraient pu opter pour des moyens plus radicaux » (p. 25), « la contrainte de remettre cet ensemble en mouvement par eux-mêmes » (p. 35), et même l'autonomie de l'action collective est entièrement déterminée : (...) « chaque fois qu'est *contrainte* une certaine autonomie de l'action ouvrière vis-à-vis des syndicats » (p. 33). Derrière ce déterminisme absolu, une force omni-présente : le Capital. Et c'est tout-à-fait par mégarde, en passant, que Négation mentionne le fait que les gens de Lip sont pour quelque chose, quand même, dans ce qui s'est passé (« le caractère exceptionnel de la situation qu'ils avaient eux-mêmes créée » p. 31).

2. Comme on le sait, Négation s'est donné pour tâche de pourchasser et dénoncer la contre-révolution partout, soit dans le passé (pour mai 68, « il reste à montrer qu'à ce niveau le mouvement était *aussi* l'anticipation de certaines exigences contre-révolutionnaires de notre époque » p. 13) soit dans le présent ou dans l'avenir qu'il contient « potentiellement » — tâche d'autant plus importante que la crise finale, pour Négation, approche. Et le dernier chapitre de la brochure donne tout le détail de cette contre-révolution, comme si nous y étions.

Cette représentation de la contre-révolution universelle s'articule comme on l'a vu sur la contre-image d'un mouvement prolétarien *dominant*, essentiellement défini par le sabotage, par l'absentéisme et par etc., (et si on prenait au sérieux ce lieu commun idéologique qu'on trouve maintenant un peu partout, on se demanderait par quel tour de force l'entreprise capitaliste existe encore ! Ce « problème » était déjà discuté dans ICO, n° 121, 1973) ; elle s'appuie aussi sur l'évocation encore plus fumeuse, elle, de la *destruction* de l'entreprise du travail et de la valeur — sans que soit jamais évoqué, même vaguement, dans cet autre lieu commun des néo-bordighistes, où, quand, comment, sous quelle forme, par quelle action collective anticipatrice, ou par quelle désertion massive, cette destruction va s'accomplir et donner naissance à une autre société.

C'est pourtant guidé par cette contre-image, et par cette idée, que Négation, dans son analyse du conflit Lip, en ramène tous les aspects distinctifs (illégalité des actions, C.A., dynamisme, enthousiasme, participation, etc) à ce qu'on pourrait y discerner d'archaïque, d'intégré, de contraint par les exigences du capital, et d'inconsciemment *contre-révolutionnaire*. (C'est en effet un des passe-temps des groupuscules que de prononcer des jugements sans appel désignant le contre-révolutionnaire le plus dangereux, généralement au sein même des groupuscules les plus proches). Comme si ce qui importait avant tout dans une lutte ouvrière qui contient nécessairement des « ambivalences », ce n'était pas de mettre au jour ce qu'elle manifeste éventuellement de nouveau, de libérateur, de moteur, de transgressif, à l'égard de l'ordre établi et des entraves extérieures et intériorisées ; comme s'il était infiniment urgent de souligner

trois fois en quoi les contraintes du Capital (ou de l'Inconscient ...) sont encore agissantes dans les actes et les paroles de ceux qu'il asservit quotidiennement : le type même du discours prétendument critique, avancé, intransigeant, « radical » — mais n'ouvrant en fait aucune perspective pour personne.

Et pour revenir à l'introduction de la brochure, quand ses auteurs déclarent : « dès que la lutte des ouvriers de Lip a adopté sa forme pour d'autres attractive, il nous paraissait clair que cette lutte, dans son contenu, *n'était pas la nôtre* » — sans que jamais dans le cours du texte, ce *nous* qui parle, prend ses distances, prononce un jugement, jamais dise qui il est, qui ils sont, d'où ils parlent, quelle insertion et quelles pratiques sociales leur donne cette capacité merveilleuse de démasquer le contre-révolutionnaire partout où il se cache — alors on a compris : c'est le prolétariat qui parle, soi-même !

CLAUDE

5. DEUX CRITIQUES RADICALES : « *Critique du conflit Lip et tentative de dépassement* » (*Mouvement Communiste*) — « *Lip et la contre-révolution autogestionnaire* » (*Négation*).

Partant du principe « qu'en dehors d'une période révolutionnaire, la classe ouvrière est surtout une fraction du capital dans les syndicats sont la représentation », le M.C. ne voit dans la grève de Lip qu'un *conflit bien ordinaire* (celui de toute entreprise qui dépose son bilan) pour la sauvegarde de l'emploi. C'est ce que *Négation* appelle la lutte pour le maintien du capital car vouloir sauvegarder l'emploi et le salaire, c'est vouloir le maintien du capital (à ce compte, il ne serait pas difficile d'assigner à toutes les luttes pour le salaire, depuis qu'il en existe, une signification contre-révolutionnaire).

Car *Négation*, lui, n'hésite pas, au contraire du M.C. qui se fait plus nuancé, à dire que c'est bien à un mouvement *contre-révolutionnaire* que nous avons à faire avec Lip. C'est pourtant bien *Négation* qui faisait l'apologie des pilliers du Quartier Latin, ne voyant dans ces actions que l'aspect transgressif (sans employer le mot) de la lutte contre la « valeur ». Pas un mot alors sur l'aspect « contre-révolutionnaire », l'aspect intégrateur du « désir de consommation » ni de possibles provocations policières.

Tout est ici renversé dans le but de nous présenter un tout cohérent, sans faille, qui ne se discute pas.

Plus nuancé, le Mouvement Communiste reconnaît que la révolution communiste ne sera que le prolongement, le dépassement des mouvements sociaux actuels : « le communisme doit être relié à ce qui se passe actuellement ». Fort bien, mais Lip n'a pas l'air d'avoir été ce qui « se passe actuellement », en tout cas semble ne pas comporter d'éléments susceptibles de dépasser les mouvements sociaux actuels, puisque Piaget n'est que le relayeur de Fred Lip et le C.A. le relayeur, qui n'a rien compris, de Piaget.

Encore une fois les travailleurs sont pris pour des automates, victimes du Kapital, qui ne comprennent rien, et qui surtout ne se *transforment pas* ni au cours d'un conflit, ni jamais.

On pourrait ajouter que c'est la raison pour laquelle il leur faut un parti qui synthétise les expériences de la classe ouvrière...

Bien sûr, ce n'est pas dit comme cela, mais c'est ce qu'on peut en conclure.

A force d'osciller entre une classe ouvrière qui, « spontanément », si on la laisse faire, détruira le capital, et une classe ouvrière qui n'est que le relais de ce même capital, on se demande où donc peut bien se situer l'action révolutionnaire ... ou l'action tout court.

Après une discussion

Ce texte a été écrit par un membre du groupe, après l'audition d'un enregistrement d'une discussion entre l'ensemble des camarades de La Lanterne Noire sur Lip et sur les différents commentaires parus à ce sujet (dont on peut lire certaines critiques dans ce numéro). Sans être un texte représentant l'ensemble du groupe (l'auteur y a plus insisté probablement sur ce qui lui semble important), il tient cependant très largement compte des différentes interventions qui ont eu lieu lors de cette discussion.

Nous avons remarqué que bien peu de textes, parmi ceux qui font une « critique radicale », se posent le problème de ce qu'auraient pu faire leurs auteurs s'ils avaient été dans la même situation à LIP ... ou ailleurs. Non pas qu'il s'agisse de poser le problème avec des « il aurait fallu faire ceci ou cela », mais plutôt de savoir si la situation des LIP est unique, ou bien si elle peut aussi permettre de comprendre ou d'aborder certaines difficultés dans lesquelles nous nous trouvons NOUS AUSSI.

Alors le problème de la solidarité peut s'éclairer d'une manière différente et se poser en des termes autres que de « soutien aux luttes du peuple » ou de simple « mise à la disposition de ceux qui luttent » comme ce fut plus ou moins notre cas à tous.

Le problème est de taille.

Qu'avons-nous de communs, nous, révolutionnaires par idéologie et par choix, mais aussi membres de ces couches moyennes dont on ne sait pas très bien quels sont leurs intérêts et leur but, avec des ouvriers qualifiés qui vivent encore à l'époque de la manufacture, et pour qui les gestes quotidiens du travail semblent encore avoir un sens ? Cès ouvriers, qui déclenchent un mouvement « quarantuitard » à l'ère des ordinateurs, pour découvrir qu'ils valent bien un patron pour faire tourner la boîte et qu'il est scandaleux qu'alors ce patron soit omnipotent, se mettent à « autogérer » sans qu'on leur demande rien. Quand de « vrais ouvriers » du temps présent se veulent efficaces quel que soit leur but, ils ont plutôt tendance à « endommager » sinon à détruire certains l'instrument comme le voudraient de travail, comme à Noguères, à l'ORTF quand il s'agit de vrais techniciens modernes, ou du moins ils ne se posent pas le problème de continuer seuls la production quand il s'agit de la sidérurgie, de la pétrochimie, ou même de l'automobile. L'ouvrier moderne ne peut pas envisager de faire repartir seul la production sans qu'il s'agisse d'un mouvement plus large, sans que la finalité de la production et de ses moyens d'échanges soient remis en question, CELA EST IMPOSSIBLE.

Qu'avons-nous de commun avec eux ? pas grand chose à première vue, et pourtant ...

Quand certains ouvriers de LIP, membres du comité d'action, nous disaient à propos de la partie armement militaire de l'usine : « cela représente un problème, mais on n'a pas le temps d'y réfléchir, il y a plus urgent », cela veut dire clairement que tout en étant contre l'armée (sinon alors pourquoi ces liaisons avec les paysans du Larzac), on est encore plus pour le maintien de l'emploi, c'est-à-dire pour la sécurité, pour être sûr de survivre matériellement ; si plus d'armée, plus de salaire ; alors mieux vaut ne pas se poser trop clairement un problème qui risque de ne pouvoir être résolu dans le cadre de ce conflit, et surtout seul !

Quand certains membres du C.A., les mêmes qui avaient tenté de poser le problème de la paye unique pour tous, ont décidé de s'écraser de peur d'être minoritaires, de perdre leur audience parmi les autres ouvriers, ils ont tout simplement renoncé face à la formidable pression de la réalité extérieure (le crédit avec ses traits, les habitudes ...). Et pourtant ils étaient théoriquement tout autant que des révolutionnaires **CONTRE LA HIERARCHIE DES SALAIRES.**

Tout au plus, sur ces deux problèmes aurions-nous insisté un peu plus et un peu plus longtemps. Nous aurions aussi sûrement ajouté encore une ou deux petites choses : que fabriquer des montres, c'était fabriquer des instruments du capital pour découper la vie en tranches, pour contrôler le travail ... qu'il était peut-être possible de fabriquer autre chose en transformant un peu les machines, etc. Nous aurions rajouté toutes ces choses et d'autres encore, importantes, ... comme l'ont certainement fait sans que le sachiez réellement certains des LIP entre eux dans des discussions en groupes plus ou moins grands.

Mais voilà ! il y a la «réalité» de la lutte, le maintien de l'emploi. Et qu'on le veuille ou non il y a là un niveau de contradiction. Je pense que c'est précisément à ce niveau de contradiction que nous avons des points communs, que nous pouvons être réellement solidaires plus que lors des innombrables meetings où les LIP se sont rendus et où il n'a été en fait question que d'une pseudo-solidarité destinée à masquer l'absence d'une solidarité véritable (par ex. grève ou manifestation, ou toute forme d'engagement direct et non par procuration).

Quand nous sommes maîtres auxiliaires, c'est-à-dire le plus souvent sans emploi, nous gueulons pour trouver un poste ; avec ou sans syndicat, selon l'efficacité possible. Quand nous sommes professeurs et que l'un d'entre nous est viré, on gueule pour sa réintégration. Quand nous sommes employés dans une petite boîte où il va y avoir de compression de personne, on fait grève, puis on va chercher du boulot ailleurs si cela n'a rien donné. Où et quand sont posés alors les problèmes de la finalité de l'école, du bureau d'assurance ou de la boîte où on travaille ? A côté, à d'autres moments jamais, ou presque, quand il y a un conflit sur le problème de l'emploi.

Le fait est qu'on ne peut être radical de l'extérieur, et que sans salaire, pas de vie, pas de contestation, sinon stérile.

On a bien souvent l'impression lorsqu'on est « anti-syndicaliste », de mener des luttes en dehors des syndicats ; et pourtant on ne se rend pas compte que le syndicalisme, même révolutionnaire, ce n'est pas seulement une affaire de structure, d'encadrement, d'organisation, c'est aussi un contenu, c'est autant ce que l'on demande que la façon de le demander. Le problème est que les syndicats ne sont plus efficaces, alors on fait A COTE et contre eux ce qu'en d'autres temps ils auraient très bien pu faire : actions plus violentes, plus minoritaires, plus efficaces, et plus autonomes aussi, plus près de l'engagement à la base et non bureaucratiques.

On est très souvent plus anachronique dans nos luttes que réellement anti-syndicaliste.

L'idéologie et la compréhension plus ou moins claire des éléments de répression ne donne pas forcément de recettes quant à la pratique.

La mise à jour de cette contradiction, chez nous autant qu'à LIP, est le point de départ d'un dépassement de l'éternel conflit entre réformisme et révolution. On a souvent répondu à cette question en affirmant que les périodes révolutionnaires, insurrectionnelles, étaient précisément ce dépassement en acte à un moment où le « réformisme » n'avait plus de sens puisque concrètement était envisageable un changement radical des rapports sociaux. Malheureusement cela me semble peu probable, car alors, encore et toujours, se posent de nouveaux problèmes qui peuvent se résoudre de manière différente suivant que l'on veut « risquer tout » pour aller encore plus loin, ou consolider ce que l'on pense avoir conquis.

Ce problème se pose à nous comme travailleurs.

Il en est un autre qui se pose à nous en tant que militant. On a pu observer qu'après LIP, un certain nombre de luttes ont voulu utiliser les mêmes moyens de lutte, à savoir continuer à produire et à écouler soi-même les marchandises. En France, en

Angleterre, au Portugal. Les objectifs avaient beau ne pas être les mêmes, les situations avaient beau être différentes, les moyens se ressemblaient. Pourquoi et comment ?

Est-ce à cause de l'« exemplarité » d'une action originale, ou bien parce que les travailleurs, à un moment donné, retrouvent directement des techniques liées à la situation du moment ? Les LIP se sont-ils rappelés « l'autogestion » des tramways au Portugal en 1970, les chantiers de la Clyde en Angleterre en 1971 ?

Cela est peu probable. Par contre ce qui l'est plus, c'est que les ouvriers portugais, après le coup d'État, eux, avaient entendu parler vaguement de l'expérience de LIP, comme ceux de Cerizay et d'ailleurs pendant le conflit. L'information a donc son importance, pourvu qu'elle colle plus ou moins à la période, aux possibilités et au désir potentiel des travailleurs. Mais comment le savoir à l'avance ? Cela relève-t-il d'une analyse scientifique de la situation ou d'un empirisme plus ou moins réaliste basé sur quelques observations ? La deuxième solution me paraît la plus probable... empiriquement.

Le problème est d'importance dans la mesure où l'une des rares choses que nous puissions faire c'est un travail de diffusion et d'information ; sert-il à quelque chose ? Et même en y répondant affirmativement, ce qu'il nous est difficile de ne pas faire, qui donne l'information et qui la reçoit ?

Des spécialistes de la politique ou bien des ouvriers eux-mêmes ? A LIP, par exemple il est clair que des ouvriers de l'usine eux-mêmes se sont déplacés pour faire de l'information, et cela est relativement nouveau dans l'histoire du mouvement ouvrier français, bien qu'annoncé dans des conflits comme Pennaroya ou Girostel. Mais rien n'est encore résolu, car dans la mesure où la disposition de l'information est l'un des processus-clé de la reconstitution de tous les pouvoirs, on peut se demander si le nombre relativement restreint d'ouvriers qui circulaient n'était pas l'amorce d'une autre bureaucratie que celle, syndicale ou politique, existante. Nous l'avons dit, les syndicats ne jouent plus le rôle attendu dans les cas de conflits particulièrement aigus ; n'est-il pas alors naturel que tentent de se reconstituer des structures et des forces tendant à remplir ce vide, à l'aide des moyens du bord, c'est-à-dire l'information et les possibilités du voyageur, de parler...

D'autant plus que ceux qui reçoivent ces messages, sont la plupart du temps soit des spécialistes de la politique, soit des ouvriers triés sur le volet, par les syndicats ou les groupements.

Et pourtant une partie de l'information passe ; mais autant par les média traditionnels (radio, télévision, cinéma) que par des circuits « autogérés. » Or finalement, les média traditionnels fonctionnent souvent à peu près comme ceux que nous sommes censés privilégier (information directe et à la base). En effet, pourquoi LIP et pas autre chose, Noguère, les P et T, les grèves du Portugal, etc... ?

Pourquoi LIP est-il apparu comme exemplaire, nouveau, important ? D'abord à cause des gens de LIP eux-mêmes qui ont pris eux-mêmes en partie en charge l'information, qui se sont largement ouverts à l'extérieur, qui ont même ouvert leur usine, qui en plus avaient en leur sein, un petit noyau de « travailleurs militants » qui n'étaient pas nés d'hier.

Parce que ce fameux moyen d'action résonnait bien dans le contexte politique du moment ; tous pouvaient y retrouver leurs petits : les modernistes de la CFDT et leur autogestion, les gauchistes et leur autogestion, les ultragauchistes et leur critique de l'autogestion. Il y en avait pour tous les goûts d'autant que chacun pouvait se sentir légitimé à parler sur le sujet étant donné la facilité qu'il pouvait y avoir de croire pouvoir s'appuyer sur un semblant de base grâce à l'ouverture décrite plus haut. D'une certaine manière donc les LIP ont facilité le racket ; mais pouvait-il en être autrement ? LIP donnait l'image d'une classe ouvrière triomphante, « jamais battue », qui correspond très exactement aux désirs et aux analyses des gauchistes. Quoi de plus logique alors qu'ils se soient précipités sur un événement qu'ils n'avaient pas créé pour s'y alimenter (et nous aussi d'une certaine manière quoique plus tardivement). C'est bien souvent leur fonction que celle du parasitage !

On peut remarquer cependant que la grève des OS, plus directement liée à la critique du travail, n'a pas eu la même faveur, même de la part de ceux qui en sont les spécialistes. Critique du travail, menée en plus par des immigrés, ce combat ne pouvait trouver les appuis (sinon la solidarité dont on a noté l'absence) qu'ont pu trouver les LIP.

LIP a été un conflit gâté. Certains prétendent qu'il fut gâté même de la part des autorités qui auraient pu réduire ce conflit si elles avaient eu une quelconque nécessité à le faire. Cela me paraît un peu forcé mais mérite quand même d'y réfléchir, car si l'on ne veut pas faire du capital une entité omnipotente, qui comprend et sait tout, on ne peut pas non plus penser que tout lui échappe ; même dans un conflit qui dure plus d'un an !

Pour conclure, après que chacun ait essayé de définir ce qui fut révolutionnaire ou contre-révolutionnaire dans le conflit LIP, demandons-nous quel sens cela a-t-il de raisonner de cette manière ?

Ceux qui insistent sur le caractère contre-révolutionnaire le font en rapport à l'absence de remise en cause de travail et de ses objectifs (Négation, le Mouvement communiste) ; mais on pourrait très bien dire que sont révolutionnaires aussi les attitudes et les activités collectives qui vont dans le sens d'une autonomie et d'un renforcement de cette autonomie (Mise au Point)...

A condition que d'une manière ou d'une autre cette autonomie s'exerce aussi face au mode de production, pourrions-nous ajouter.

MARTIN

Une brochure doit paraître prochainement, contenant des informations détaillées sur les aspects les plus importants du conflit Lip et de l'organisation des travailleurs, replaçant leur lutte dans un cadre d'interprétation plus général.

Pour l'obtenir, s'adresser à Henri Simon, 34, rue St-Sébastien, 75011 Paris

Les lendemains des GARI

La discussion des actions menées, en France et à l'étranger, par les GARI, à partir de l'enlèvement du banquier Suarez (cf. La Lanterne Noire n° 1), et après les actions du MIL et l'exécution de Salvador Puig Antich, devra être faite. Mais une telle analyse impose une étude préalable, et interdit de présenter un article fait au pied-levé, et qui de surcroît trouvera mieux sa place dans le prochain numéro, qui doit être centré sur la question de la violence révolutionnaire. Nous nous contenterons donc de publier la chronologie ci-dessous, qui permet de voir plus clairement ces événements dans leur ensemble. Cette chronologie nous a été communiquée par des camarades du Comité de Défense aux Inculpés de l'Affaire Suarez, et du Groupe d'Entraide Anarchiste Internationale, qui s'occupe également de la défense des camarades inculpés pour les actions des GARI.

- 20 décembre 1973 : à Madrid, Carrero Blanco passe au sommet de sa carrière.
- février 1974 : à Ivry, 4 militants anarchistes (Pierre Roger, Michel Camilleri, Angel Moreno Patino et Jean-Claude Torres) sont arrêtés avec des armes et des faux papiers, et alors qu'ils venaient de voler une voiture ; Roger et Camilleri, mis en liberté par la suite, seront réarrêtés et inculpés pour les actions du GARI ; Torres et Moreno Patino seront jugés le 14 octobre.
- 2 mars 1974 : Salvador Puig Antich est garroté.
- 22 mars 1974 : à Barcelone, 22 membres de la Fédération Anarchiste de Catalogne sont arrêtés.
En France, plasticages revendiqués par les G.A.I. (Groupes Autonomes d'Intervention) : au pont de Parlamentia à Bidart (Pyr.-Atl.) — où la R.N. 10 traverse la voie ferrée Paris-Irun — provoquant le déraillement partiel d'un train de marchandises ; contre la voie ferrée Perpignan-Cerbère-Barcelone, près d'Elne (Pyr.-Or.) ; contre le pont de Ruhnac, à 3 km d'Ax-les-Thermes, sur la R.N. 2 qui mène vers l'Andorre et l'Espagne (des panneaux « route minée » barraient la route).
- 7 avril 1974 : à Barcelone, 3 militants sont arrêtés à la Gare Française par la police, qui les présente comme membres de la OLLA (Organitzacio de Lluita Armada) : Juan Jorge Vinyoles Vidal, Ramon Guarrion Sanches et Georgina Nicolau Millà ; 5 autres militants de ce groupe sont recherchés par la police espagnole.
- 3 mai 1974 : Angel Baltasar Suarez, directeur de la Banque de Bilbao à Paris, est enlevé par les GARI (Groupes d'Action Révolutionnaire Internationaliste).

- 7 mai :** Premier communiqué des GARI envoyé à l'AFP de Madrid, réclamant :
1. la publication dans la presse espagnole des communiqués du mouvement révolutionnaire.
 2. la mise en liberté de Santiago Soler Amigo, militant du MIL, gravement malade.
 3. la publication de l'acte d'accusation contre des militants du FRAP arrêtés le 1^{er} mai 1973, qui étaient passibles de la peine de mort.
 4. la mise en liberté conditionnelle de tous les prisonniers politiques pouvant en bénéficier (c.-à-d. ayant purgé les 3/4 de leur peine).
- A Barcelone, le Comité Libertaire Anti-Répressif (d'inspiration anarcho-syndicaliste) tient une conférence de presse clandestine confirmant ce communiqué. A Paris, l'ambassade d'Espagne confirme avoir reçu un communiqué des GARI, et déclare que la Banque de Bilbao aurait reçu une demande de rançon de 10 millions de francs — qu'elle considère être un faux.
- 8 mai :** communiqué des GARI à l'AFP de Paris, réclamant en outre la libération de 3 autres militants du MIL : José-Luis Pons Llobet, Francisco-Javier Garriga Paituvi et Maria-Angustias Mateos Fernandez.
- 10 mai :** A Londres, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire underground **Time Out**, David May, reçoit une photo de Suarez en captivité, et la photocopie de son permis de séjour ; il les vend en exclusivité au **Daily Mirror**, qui les publie dans son édition du dimanche (12 mai) ; David May sera inculpé de recel, et des militants anarchistes antifranquistes anglais seront perquisitionnés.
- 13 mai :** les anarchistes espagnols sont arrêtés sur la route Lyon-Genève, près de Bellegarde (Ain) ; 3 sont nommés : Francisco Sorroche Justicia, Jose Ventura Romero, Ignacio Sole Sugranyes (dont le frère, Oriol, est un militant du ML, emprisonné en Espagne) ; interrogés sur l'affaire Suarez sans résultat, ils sont écroués pour faux papiers, puis relâchés.
- Nuit du 21 au 22 mai :** des locaux du journal **L'Est Républicain** sont incendiés ; le « commando Puig Antich » revendique l'action.
- 22 mai :** Baltasar Suarez est relâché à Paris ; deux militants anarchistes (Anne et Lucio Urtubia) arrêtés à Paris ; sept autres en province : Octavio Alberola Surinach, Ariane Gransac-Sadori et Jean Helen Weir, près d'Avignon ; Annie Plazen et Georges Rivière, à Toulouse ; Pierre Guibert et Danièle Haas, à Peyriac-Minervois (Aude). Interrogés sur l'enlèvement de Suarez, ils sont finalement inculpés de recel qualifié (les sept derniers avaient été retrouvé avec des sommes d'argent — près de 3 millions de francs — que la Banque de Bilbao finira par reconnaître comme étant la rançon de Suarez). Ils seront tous mis en liberté provisoire : Alberola reste le seul en prison.
- 29 mai :** Chantal et Arnaud Chastel sont arrêtés à Paris, inculpés d'avoir fourni leur appartement pour la séquestration de Suarez ; faute de preuves, ils seront remis en liberté le 30 août.

*
* *

- Début juillet :** le juge Alain Bernard, chargé de l'instruction de l'affaire Suarez, ayant envoyé des commissions rogatoires à la police espagnole, une trentaine de militants anarchistes sont arrêtés, à Barcelone et ailleurs ; 8 sont maintenus en détention, et 4 sont finalement inculpés... de reconstitution de la CNT ! Il s'agit de Luis Andres Edo, David Urbano Bermudes, Luis Burro Molina, et Juan Ferrat ; ils doivent être jugés en janvier 1975 (on réclame 5 ans contre eux, et 5 ans de plus pour Luis Burro, pour propagande illégale).
- 12 juillet :** liberté provisoire pour Anne Urtubia ; le juge Bernard refuse de libérer les Chastel.

- 15 juillet : attentats à Andorre-la-Vieille contre la Viguérie épiscopale et la Caisse d'Epargne espagnole.
A Paris, explosion à la gare d'Austerlitz dans les toilettes du train Paris-Madrid-Irun.
- 16 juillet : une explosion détruit des véhicules du Tour de France à Saint-Lary (Htes-Pyr.) ; des arbres sont abattus sur la route du Tour entre Barèges et le col du Tourmalet, et 13 cars de pèlerinss ont incendiés à Lourdes ; ces actions sont revendiquées par les GARI, qui rappellent leurs exigences.
Un coup de téléphone à la **Dépêche du Midi** revendique les attentats d'Andorre pour les GARI, et menace les coureurs espagnols du Tour.
- 17 juillet : à Madrid, Juan Antonio Astarloa, fils du directeur d'une grande laiterie, est enlevé par le groupe GAR-5 ; il est relâché le lendemain.
- 20 juillet : fausse alerte à la bombe au Festival de Carcassonne pendant le spectacle « Danses nationales d'Espagne ».
- 23-24 juillet : le conseil de guerre de Barcelone condamne Jose Oriol Sole Sugranyes et José-Luis Pons Llobet, militants du MIL, à des peines de 48 ans et 21 ans respectivement.
- 25 juillet : attentat contre la Banque Populaire d'Espagne à Nimes.
- 27-28 juillet : 3 bombes contre le consulat d'Espagne à Toulouse, revendiquées par les GARI ; la 3^e fait 12 blessés, dont 3 pompiers et 3 policiers (un commissaire est sérieusement atteint).
Bombe dans un casier de consigne automatique à la gare d'Hendaye, revendiquée par les GARI (le chef de gare avait été prévenu par téléphone).
- Nuit du 28 au 29 juillet : à Paris, deux autocars de la SEAFEP (SEA France-Espagne-Portugal) sont endommagés dans la gare autoroutière de la société ; une troisième charge de dynamite est désamorcée.
Voitures piégées aux postes-frontières franco-espagnols du Perthus et de Bourg-Madame (P.-O.). Ces 3 actions sont revendiquées par les GARI.
- 29 juillet : Pierre Roger est arrêté à Toulouse ; il sera sérieusement tabassé, et inculpé d'un hold-up.
- 30 juillet-22 août : plusieurs incendies dans des trains en partance à la gare d'Austerlitz. La presse parle du GARI, mais la police finit par arrêter un employé de la S.N.C.F. : il serait pyromane.
- 30 juillet : fausse alerte à la bombe sur deux trains venant d'Hendaye, arrêtés à Bordeaux.
- 30-31 juillet : deux bateaux de plaisance plastiqués dans le port de la Grande-Motte. Fausse alerte à la bombe dans le direct Madrid-Paris **La Puerta del Sol** ; ces actions sont revendiquées par les GARI.
- 1^{er} août : la police décide de fouiller tous les trains vers l'Espagne.
- Debut août : interrogatoires et perquisitions se multiplient contre les militants anarchistes dans le Sud-Ouest.
- 5 août : à Bruxelles, 3 voitures piégées ; contre les bureaux de la compagnie aérienne Iberia, et contre 2 succursales du **Banco Español** (actions revendiquées par les GARI).
La presse fait aussitôt l'amalgame avec les voitures piégées (revendiquées-démenties par le FPLP) du 3 août à Paris (contre **L'Aurore**, **Minute** et le Fonds Social Juif), et l'attentat contre le train Rome-Munich **L'Italicus** du 4 août (12 morts), revendiqué par le groupe fasciste **Ordine Nero** (déjà responsable des 8 morts de l'attentat de Brescia le 28 mai).
La police recherche un couple français qui aurait loué à Carcassonne un des véhicules piégés de Bruxelles.

- 7 août : un communiqué de la Fédération Anarchiste s'élève contre « la campagne de dénigrement et d'amalgame dont les anarchistes font l'objet ». Il établit une distinction : « Le terrorisme « éclairé » de certains anarchistes s'est toujours refusé à tuer une vie dont les fascistes italiens ou les marxistes palestiniens font peu de cas. »
- 14 août : les GARI annoncent qu'une bombe explosera le lendemain (fête de l'Assomption) à la grotte de Lourdes (fausse alerte). Surveillance policière « jusqu'à la fin de la saison des pèlerinages ».
- Liberté provisoire pour Pierre Guibert, Annie Plazen et Danièle Haas, inculpés de recel dans l'affaire Suarez.
- 16 août : la presse impute les incendies dans les trains en gare d'Austerlitz aux GARI.
- 24 août : on attribue aux GARI le projet d'enlever le prince Juan-Carlos, qui séjournait à Monte-Carlo.
- 27 août : à Toulouse, les GARI envoient 3 bouteilles de champagne pour les 3 pompiers blessés le 28 juillet lors de l'attentat contre le consulat d'Espagne ; la police saisit le colis.
- 30 août : liberté provisoire pour Chantal et Arnaud Chastel.
- 10 septembre : liberté provisoire pour Georges Rivière.
- 13 septembre : à Madrid, attentat au café Rolando, fréquenté par des policiers, dans le quartier de la Puerta del Sol (11 morts) ; la police espagnole accuse « l'ETA ou le GARI ». La presse française rapprochera cet attentat avec celui contre le Drugstore Saint-Germain, le 15 septembre (2 morts).
- 18 septembre : liberté provisoire pour Lucio Urtubia, inculpé de recel dans l'affaire Suarez. La police annonce l'arrestation de quatre militants anarchistes, accusés d'appartenir aux GARI : Victor Manrique à Hendaye et Jean-Michel Martinez à Ciboure, inculpés de l'attentat du 22 mars contre la voie ferrée Paris-Hendaye ; Martinez sera inculpé de l'attentat à la gare d'Hendaye, le 28 juillet. Leur arrestation est suivie de celle de Mario Ines Torres et de Michel Camillerie, à Toulouse, inculpés de divers hold-ups, des voitures piégées au Perthus et à Bourg-Madame du 28 juillet, et des attentats contre le Tour de France ; Ines Torres est en outre inculpé de l'attentat contre le consulat d'Espagne à Toulouse. Tous les quatre sont déférés devant la Cour de Sécurité de l'Etat pour ces actions, qu'ils revendiquent.
- 20 septembre : l'Espagne exige le passeport pour les Français se rendant en Espagne, et proteste contre « le traitement que reçoivent en territoire français les terroristes de l'ETA ».
- 23 septembre : à Madrid, la police espagnole annonce l'arrestation de 8 militants d'extrême-gauche et du PC, accusés de l'attentat du 13 septembre à la Puerta del Sol.
- A Paris, l'ambassadeur d'Espagne rencontre Poniowski, qui l'informe des mesures prises contre les GARI, et lui rappelle que c'est à l'Espagne d'engager la procédure d'extradition contre les Espagnols vivant en France.
- 28 septembre : le PC lance la campagne en faveur des inculpés de Madrid.
- A Barcelone, la police espagnole annonce l'arrestation de Roberto Safont Sisa, accusé d'appartenir au groupe OLLA et d'être chargé des rapports avec les GARI.
- 10 octobre : à Paris, deux bombes sont placées au Parc des Princes, pendant le match Barcelone contre Paris-Reims ; les bombes sont désamorçées sans avoir explosé, et sans que la police, prévenue, fasse évacuer le terrain ; cette action est revendiquée par les Groupes d'Action Internationaliste, qui déclarent que les bombes n'avaient pas été amorçées.

14 octobre : Angel Moreno Patino et Jean-Claude Torrès sont condamnés à 10 mois avec sursis (ils avaient déjà fait 8 mois de préventive) pour l'affaire d'Ivry ; Pierre Roger et Michel Camilleri, détenus à Toulouse dans le cadre de l'enquête sur les GARI, ne sont pas jugés : leur procès pour cette affaire, renvoyé d'abord au 25 novembre, est maintenant fixé au 13 janvier 1975.

José-Maria Condon Bofill, venu assister au procès, est arrêté et transféré à Toulouse, la police l'accusant de complicité dans les hold-ups avec les 4 militants inculpés pour les actions du GARI.

21 octobre : interview d'un « porte-parole des GARI » publiée par l'Express.

28-29 octobre : interview de 4 militants des GARI dans l'Aurore.

4 novembre : le GAROT (Groupe d'Action Révolutionnaire Occasionnellement Terroriste) enlève la tête et les mains du mannequin du prince Juan-Carlos, au Musée Grévin ; des journaux reçoivent des doigts (et même une oreille) et l'AFP la tête, le 8 novembre.

12 novembre : liberté provisoire pour Jean Weir.

29 novembre : liberté provisoire pour Ariane Gransac-Sadori ; des 11 inculpés pour l'affaire Suarez, seul Alberola reste en prison.

3 décembre : à Paris, 3 militants anarchistes — Floréal Cuadrado, Raymond Delgado et Jean-Marc Rouillan (alias Dominique Moran) — sont arrêtés à bord de la voiture de Rouillan, qui contenait des armes, des explosifs, des tampons officiels et des faux papiers, ainsi qu'une photocopie du permis de séjour de Suarez, ce qui permet à la police d'accuser les 3 de faire partie des GARI — ce qu'ils nient ; ils sont déférés devant la Cour de Sécurité de l'Etat.

*
* *

Bon voilà... La suite au prochain numéro. En attendant, un important effort d'information a été réalisé par des camarades qui signent « Puig Antich et Heinz Chez » une brochure intitulée **L'Etat et la Révolution** (mais oui, madame), dont le tome 3 vient de sortir, et doit se trouver dans toutes les (bonnes) librairies.

Les auteurs signalent que « cette présentation actuelle en 3 volumes est due à des problèmes techniques et d'urgence d'information.

Tome 1 — Avant le MIL (débat de formation, le MIL et l'auto-dissolution dans le cadre général du mouvement ouvrier à Barcelone).

Tome 2 — Première tactique de défense des emprisonnés de Barcelone. L'affaire Puig Antich.

Tome 3 — Deuxième tactique de défense des emprisonnés espagnols et français, irlandais, écossais.

« Nous ne voulons donc pas céder à l'image du tome 3 (...) » précisent les auteurs, qui ont en tout cas déjà réuni (et publié) un remarquable dossier de presse sur l'affaire Suarez et les actions des GARI, et amorcent la discussion de ces actions.

Le Tome 3 : 10 francs (« Nous proposons aux camarades qui recevront ce document de verser directement l'argent, soit aux comités de défense des emprisonnés, soit aux emprisonnés, à leur choix » est-il indiqué).

C'est justement une réflexion à partir de l'action du MIL qu'engage Jean Barrot dans une brochure publiée cet été : **Violence et solidarité révolutionnaires — Les procès des communistes de Barcelone** (Petite Bibliothèque Bleue, Editions de l'Oubli : 2, rue Wurtz, 75013 Paris — 6 F).

Barrot a participé au Comité « Vérité pour les révolutionnaires espagnols » (patronné par P. Vidal-Naquet) qui s'est occupé de la défense des

camarades du MIL et a assuré l'information sur leur action ; il faisait partie du groupe publiant la revue **Le Mouvement Communiste**. A ce titre, il doit se défendre des « puristes » de l'« ultra-gauche » (et de certains anars) qui lui reprochent de s'être abaissé à côtoyer des personnalités. La brochure s'en ressent, quoiqu'il n'ait aucun mal à défendre le comité des charges dont il a fait l'objet. Par ailleurs, Barrot n'échappe pas à la polémique qui suit toute action du type MIL/défense d'accusés, et se voit reprocher par les auteurs de la brochure précédemment citée que « le comité pour la vérité sur les emprisonnés de Barcelone fit du bon boulot, mais ne reproduisit pas tous les documents du MIL, surtout ceux d'inspiration totalement anarchiste ».

Quoi qu'il en soit, il serait dommage que ces récriminations masquent la contribution de J. Barrot au débat (contribution qui se veut résolument « théorique »), — après sa contribution à la défense des inculpés du MIL — et en particulier la position qu'il développe ici : « Le capital pousse une partie de ceux qui se rebellent vers des communautés politiques, culturelles, de drogue, etc., de même il en conduit d'autres vers la communauté de la violence, sûr de les isoler, et, au bout du compte, de les détruire physiquement. Tant qu'existeront des Etats, tout Etat pourra tuer des révolutionnaires : mais un groupe révolutionnaire, même bien implanté, ne pourra jamais lutter efficacement par les armes contre un Etat que seule la révolution peut anéantir » (p. 17).

A discuter... En attendant, il y a dix camarades en taule (rien qu'en France).

A Fiesnes (Prison de Fresnes, 1, avenue de la Division-Leclerc, 94 Fresnes) :
Octavio Alberola Surinach (n° d'écrou 637-262 ; cellule 1-281)

A la Santé (Prison de la Santé, 42, rue de la Santé, 75014 Paris) :

Michel Camilleri	(n° d'écrou 176-156 ; cellule 2-149)
Mario Ines Torrès	(n° d'écrou 176-157 ; cellule 2- 72)
Victor Manrique	(n° d'écrou 176-158 ; cellule 1- 17)
Jean-Michel Martinez	(n° d'écrou 176-159 ; cellule 1- 79)
Floréal Cuadrado	(n° d'écrou 177-403 ; cellule 2-133)
Raymond Delgado	(n° d'écrou 177-402 ; cellule 1-7)
Jean-Marc Rouillan	(n° d'écrou 177-404 ; cellule D-214)

A Toulouse, à la prison Saint-Michel (nous n'avons ni les coordonnées de la prison, ni celles des prévenus) :

José-Maria Condom Bofill
Pierre Roger

On peut leur écrire (ça leur fera plaisir) ou leur envoyer du fric.

A signaler que les prévenus de la Santé font la « grève de l'instruction » (refus de répondre aux magistrats) tant qu'ils ne pourront pas bénéficier du « régime spécial » de détention, c'est-à-dire tant que l'administration pénitentiaire refusera de leur reconnaître le statut politique que l'Etat accorde à leur affaire (Cour de Sécurité de l'Etat).

Rappelons que faire cantiner 10 détenus, ça revient cher (à moins de faire soi-même des hold-ups...), que les frais de justice sont lourds (un seul dossier coûte facilement 2000 F!), et que les avocats ne carburent efficacement qu'au biteck-frites, ou son équivalent.

Pour tout ça, on peut contribuer en envoyant à : **A. ALVAREZ**
C.C.P. 15.712.51 Paris (Mentionner « Comité de Défense des Inculpés »)

LUTTE DES FEMMES ET LUTTE ANTI-FASCISTE

A la suite de l'arrestation d'une quinzaine de personnes, dont huit femmes, accusées d'avoir participé le 13 septembre 1974 à un attentat à la bombe dans un café de Madrid, le groupe de femmes « psychanalyse et politique » (groupe français), prit l'initiative d'une pétition appelant à soutenir les femmes emprisonnées et plus particulièrement :

« Eva Forest, psychiatre, femme en lutte, principale accusée et qui risque la peine la plus forte.

Maria Paz Ballesteros, actrice.

Lidia Falcan, avocate, auteur de plusieurs livres sur la condition des femmes en Espagne » (« Le Monde » du 31 octobre 1974).

Il se trouve que l'éclairage strictement « féministe » (*) de la pétition appela un certain nombre de réactions. Pourquoi, en effet, séparer hommes et femmes, dans cet appel lorsque le destin d'Eva Forest et celui d'Antonio Duran risque d'être malheureusement lié ?

Pourquoi s'en tenir à des propos d'un lyrisme démagogique quant à la personnalité de la principale inculpée, Eva Forest (voir à ce sujet l'article du « Monde », 17 et 18 novembre 1974, de Gisèle Halimi, « Eva mon amie... Blonde, rieuse, militante de gauche et même d'extrême gauche, heureuse de vivre... ») Comme si c'était la première fois que la répression franquiste s'abattait sur des femmes ! Maria Angustias Mateos, 17 ans, fut jugée avec Puig Antich et José Luis Llobet, et condamnée à cinq ans de prison... Le texte des femmes de Bayonne (« Quotidien des femmes » samedi 23 novembre 1974) témoigne au contraire de cette répression féroce qui s'abat sur tout ce qui s'attaque au régime franquiste, femmes y comprises.

Dans le texte de la pétition il est rappelé : « Pour Puig Antich l'opinion internationale a été alertée trop tard ». Nous disons que ce n'est pas par manque d'information que le soutien fut « enterré », mais pour des causes politiques profondes : le MIL (présenté par les mass media comme trop près des droit commun) ne constituait pas un relais stratégique pour les organisations de gauche. Derrière les fronts communs et les grandes manifestations unitaires se cachent souvent des intérêts idéologiques, qui n'ont rien à voir avec l'urgence d'une situation.

Le contenu du texte de la pétition, confirmé dans ses vues par le meeting organisé par le comité de soutien Eva Forest (Bataclan, samedi 23 novembre 1974) renforce l'impression que nous nous trouvons devant l'exploitation, consciente ou non, d'un événement politique, menée par un petit groupe au nom du mouvement des femmes à des fins d'hégémonie personnelle. Car autrement, pourquoi bloquer le débat par des évocations déchirantes et des chansons, lorsque se posent des problèmes fondamentaux tels : la nature du soutien, légalisme ou illégalisme ?

Pourquoi appeler entreprise de démobilisation une tentative de poser la question du soutien sur un autre terrain que celui de la représentation ?

Nous reproduisons ici un tract qui fut distribué au meeting par un groupe de femmes, car à nos yeux, il résume le mieux cette position qui tente de décentrer le débat. Ce qui ne veut évidemment pas dire que nous ne devons pas nous préoccuper d'Eva Forest et Antonio Duran...

GILBERTE

(*) « Féministe » entendons par là : s'attachant strictement aux femmes. Loin de nous toute idée de polémique sur la revendication de ce terme.

Pourquoi les femmes ?

« Un des groupes parisiens du mouvement des femmes a fait paraître en publicité à l'américaine dans « Le Monde » (31 octobre 1974) une pétition signée par des femmes en faveur des femmes espagnoles arrêtées et torturées (en particulier de trois d'entre elles) parmi un groupe d'opposants au régime franquiste.

D'autres femmes du Mouvement n'ont pas participé à cette opération précise, bien qu'elles ne soient pas moins solidaires des personnes arrêtées et de toutes les actions anti-fascistes. Elles estiment en effet, que pratiquer une ségrégation, dans un cas qui ne l'a pas impliquée, est contraire à leur vision politique. La répression franquiste s'est abattue sur des anti-fascistes, sans considération de leur sexe, âge, origine, etc.

Nous n'avons pas à faire des choix parmi les victimes : les femmes (comme on ferait choix des vieillards, des juifs, ou des blonds) en laissant tranquillement tomber le reste dans les mains des mêmes bourreaux, subissent les mêmes supplices pour les mêmes raisons. Ce qui signifierait, qu'en ce qui nous concerne, on se fout de tout ce qui n'est pas nous. CE QUI S'APPELLERAIT RACISME.

Nous nous souvenons que, dans le même ordre d'idées, des messagers de formations politiques, à apparence extérieure de femmes, se présentèrent jadis, dans les assemblées générales du Mouvement, et tentèrent de nous mobiliser pour la défense des seules femmes de leur parti, victimes de la police. Nous avons été très troublées par ces demandes ; car effectivement nous nous sentions solidaires de ces femmes... Puis nous avons réfléchi. Et nous avons répondu que, en tant que femmes et opprimées, nous étions solidaires de tout ce qui était opprimé au titre d'une action politique d'opposition au Pouvoir. Mais nous mobiliser en tant que femmes et pour les seules femmes en cause dans une action commune apparaît comme une OPERATION POLITIQUE DE RECUPERATION PROCHE DE LA MAGOUILLE, — volontaire ou non.

Nous sommes allées manifester en faveur de TOUTES les victimes, en tant qu'adversaires du fascisme sous toutes ses formes, et non en tant que « femmes » appelées par « LE » Mouvement de Libération des Femmes.

Pourquoi ces femmes ?

La pétition semble défendre une action terroriste puisque tel est le chef d'inculpation, mais est-ce vraiment un hasard si les individus qu'on a choisi de soutenir nommément ne le sont pas en raison de cette pratique présumée (anonyme et illégale), mais au contraire pour leur statut de « personnalités » soutenues et reconnues par les institutions bourgeoises officielles (presse, Amnesty International, etc) ? En contraste, le silence épais qui entoure les « femmes » de la « bande à Baader » ou les femmes du M.I.L. (organisation dont faisait partie Puig Antich), qui croupissent et meurent à l'heure actuelle dans les prisons allemandes et espagnoles, montre clairement les limites de ce type de « solidarité ».

DES FEMMES ANTI-FASCISTES.

En raison de l'abondance des matières, le courrier des lecteurs et la rubrique « Revues et Journaux » sont, exceptionnellement, reportés au prochain numéro.

LIRE OU NE PAS LIRE

LA SOCIÉTÉ CONTRE L'ÉTAT

Pierre Clastres. Ed. de Minuit - Collection « Critique » 1974

Titre optimiste et alléchant dans un monde où le pouvoir d'Etat manifeste quotidiennement sa violence répressive sur les lieux de travail, d'information, dans les prisons ... Au-delà de ce titre, trois points nous paraissent importants dans le livre de Clastres :

- La critique de la notion traditionnelle de pouvoir ;
- La description du fonctionnement de sociétés sans Etat ;
- L'analyse de l'apparition du pouvoir d'Etat ... et de la résistance des sociétés primitives à cette apparition.

La problématique qui sous-tend son analyse, et qui se trouve explicitée dans le dernier chapitre, est une critique du schéma marxiste des rapports infrastructure/ superstructure, de la division du travail, du mode d'apparition de l'Etat.

Pour Clastres, ce n'est pas l'exploitation économique qui entraîne la division des en classes et l'émergence du pouvoir d'Etat, mais l'inverse : le pouvoir précède la relation économique d'exploitation.

Les sociétés primitives étant des sociétés de non accumulation, non productivité, où le travail sert à satisfaire les besoins de la communauté et où règne une règle égalitaire d'échange, sociétés du loisir, on ne voit pas pourquoi, subitement, ce mode de régulation changerait, et une relation d'exploitation s'instaurerait ; la base même en effet du fonctionnement est la non-rentabilité, la production en vue de la satisfaction des besoins et l'équilibre social qui en découle rend impossible l'installation d'une relation d'exploitation. Sociétés de refus du travail, où le progrès technologique sert à diminuer le temps de travail, et non à produire un surplus, à accumuler ... au profit d'une classe oisive. La division technique du travail y existe pourtant (sous la forme de la division sexuelle du travail), mais elle n'engendre pas, comme le pensent les marxistes, la division sociale du travail, et donc la structuration en classes exploiteuses et exploitées.

Par ailleurs les changements infrastructurels (c'est-à-dire le passage du nomadisme à l'agriculture et à la sédentarisation qu'on a observé dans les tribus des Plaines en Amérique du Nord et du Chaco en Amérique du Sud) n'entraînent pas des changements dans les modèles de fonctionnement politique ; on trouve des tribus nomades et agricoles ayant la même organisation socio-politique, où le chef de tribu n'est pas le détenteur du pouvoir.

Quelle hypothèse Clastres nous propose-t-il alors concernant l'apparition de l'Etat ?

Tout son livre en effet est centré sur l'idée que les sociétés primitives fonctionnent sans Etat, et résistent en tant que groupe, à toute forme de pouvoir coercitif. C'est la thèse de la non-apparition de l'Etat qui est développée. Quant au problème de

l'apparition de l'Etat, Clastres en voit l'origine dans la religion : les premiers chefs réels, exerçant un pouvoir du même type que celui qui existe dans les sociétés de classe, furent des chefs religieux. A des moments où les sociétés se sentaient menacées dans leur équilibre (par le danger d'apparition d'un pouvoir étatique, nous dit Clastres), des tribus entières ont suivi les chefs religieux, à la recherche précisément de cet idéal de fonctionnement social non-conflictuel et égalitaire, fuyant les formes de coercition politique qu'on voyait poindre. Et alors, fatalité ou déterminisme, ces masses, poussées par l'élan religieux, se sont mises à accepter le pouvoir de ces nouveaux chefs.

Si, bien sûr, le problème des « origines » de l'Etat, comme tout problème posé en ces termes un peu métaphysique (le « pourquoi », les « origines » ...) est peut-être insoluble, en raison de sa formulation même, il n'en reste pas moins que le livre de Clastres remet sérieusement en question l'assertion marxiste classique selon laquelle, très mécaniquement : division du travail \Rightarrow structuration en classes, exploitation, \Rightarrow apparition de l'Etat pour maintenir les conditions de domination d'une classe.

Ce que nous apprenons au contraire ici c'est que, les sociétés fonctionnant sur le mode du communisme primitif n'avaient aucune raison « économique » de sécréter l'exploitation, et que, si apparition du pouvoir coercitif et de l'Etat il y a eu, c'est pour des raisons d'ordre religieux (et que c'est cette relation de pouvoir qui a fondé la relation économique d'exploitation. « La division majeure, celle qui fonde toutes les autres, y compris sans doute la division du travail ... c'est la grande coupure politique entre détenteurs de la force, qu'elle soit guerrière ou religieuse, et assujettis à cette force ». (p. 169)

Evidemment, cette démonstration n'est pas sans faille : on a du mal à imaginer ce qu'est un chef « sans pouvoir », ou alors, pourquoi y a-t-il un chef ? Clastres critique très justement dans le premier chapitre « Copernic et les Sauvages le côté très ethnocentriste de la relation de pouvoir, qui est toujours envisagée comme violence, coercition, si bien que nous ne pouvons concevoir d'autres modes des relations de pouvoir, enfermés que nous sommes dans cette définition ; ainsi, les sociétés primitives sont soit les sociétés du « manque », soit des sociétés nanties d'un pouvoir de même nature que le nôtre, mais avec des différences de degré : on raisonne dans le similaire, la continuité, on n'imagine pas la rupture, le différent.

Ceci étant dit, Clastres nous montre que la caractéristique du chef est d'être sans pouvoir réel, qu'il remplit seulement des fonctions de « parole », mais qu'il n'en tire pas de pouvoir (c'est un rituel qui sert à maintenir la cohérence du groupe en lui rappelant son histoire), de « générosité » : le chef ne possède rien, donne tout, n'a pas de privilège matériel. En définitive, c'est la tribu qui a le pouvoir, qui décide, le chef doit faire ce que veut le groupe, et s'il ne réalise pas la volonté collective, le groupe le destitue. Le seul moment où le chef a du pouvoir, c'est en période de guerre ; mais une fois la guerre terminée, ce pouvoir disparaît. Par ailleurs, le chef ne décide pas : par exemple, si sa tribu ne veut pas faire la guerre, il ne pourra jamais l'y entraîner.

Tout cela est parfaitement séduisant, mais néanmoins on peut noter qu'une fonction de « leadership »..., charismatique s'exerce peut-être, que ce soit à travers cette « parole » même si elle n'a pas l'efficacité de la loi, ou alors quand il s'agit de la survie de la tribu, au moment de la guerre. Autre phénomène, de privilège cette fois, la polygynie généralisée est très souvent biologiquement impossible dans ces sociétés (en raison du rapport numérique des sexes), elle est donc « culturellement limitée à certains individus » nous dit Clastres, et donc soit restreinte au chef ... ou à une minorité privilégiée (guerriers).

Chef « au service de la tribu », mais chef quand même ... ou du moins « différent » du reste de la tribu.

(1) Op cité p. 169.,

Malgré ce problème relatif au « pouvoir » ou au « non pouvoir » du chef dans la société primitive, on peut très bien admettre que ce fonctionnement de la chefferie ne préfigure pas le pouvoir d'Etat. Néanmoins l'apparition du pouvoir d'Etat pose encore de nombreux problèmes : qu'historiquement ce ne soit pas l'exploitation économique qui ait engendré l'Etat est une chose démontrable puisque les sociétés primitives fonctionnaient sur une logique sociale d'échange égalitaire, de non productivité et que l'existence d'un pouvoir coercitif était incompatible avec cette cohérence sociale ; mais alors, pourquoi ces sociétés, dans leur fuite contre l'instauration d'un pouvoir d'Etat dont les embryons se manifestaient en raison de la taille démographique croissante du groupe, ou d'une ingérence extérieure (hypothèses soulevées par Clastres mais peu convaincantes), pourquoi ces sociétés ont-elles malgré tout rencontré ce « mal » auquel elles essayaient d'échapper ? ... c'est un maillon de la chaîne qui reste encore à expliquer.

AGATHE.

LES CONSEILS OUVRIERS

Anton Pannekoek - Belibaste 1974

« Le mot **autogestion**, hier confiné à de petites sectes politiques, devient un mot à la mode, mis à toutes les sauces, voire même un sujet de querelles entre partis, grands ou petits. Le journal « Le Monde » consacre gravement article sur article à la **gestion ouvrière**, comme pour en supputer les chances. Des technocrates aux politiciens on s'interroge sur elle et on essaie de lui extorquer son côté « utopique » pour la transformer en notion « réaliste ». Bref, il s'agit de l'adapter aux nécessités du capitalisme d'aujourd'hui.

Dans tout ce concert, peu de place est laissée à ceux qui veulent voir la venue d'une véritable gestion ouvrière sous l'angle de la lutte de classe, de cette lutte autonome qui, seule, peut jeter les bases d'un monde nouveau. Tout au contraire, on ne pense qu'à exorciser le spectre de la « Révolution », soit en se confinant à la discussion « théorique » entre conceptions, à des arguties abstraites, doctorales et absconses pour décider de la supériorité de tel « système » sur tel autre, soit en admettant une fois pour toutes l'infailibilité de tel ou tel grand chef du passé ou du présent. Et personne ne semble se rendre compte que cette manière de faire ressortit toujours à la même idée : remettre la transformation sociale aux mains de **spécialistes**, c'est-à-dire ne rien changer de fondamental dans les relations humaines.

Au contraire, A. Pannekoek (1873-1960) fut un des rares à avoir, dans toute son œuvre et dans toute sa vie, envisagé le problème de la transformation sociale sous l'angle de la dynamique de la lutte de classe. De ce point de vue, son dernier ouvrage, **les Conseils Ouvriers**, écrit de 1942 à 1947, constitue à la fois l'aboutissement et la somme d'une pensée rigoureuse et stimulante qui ne doit rien aux caprices de la mode. Ecrit pour être compris de tous, il ne fait appel à aucun jargon politique ou philosophique et se refuse à donner des recettes « pour les marmites de l'avenir ». Il s'agit tout simplement de dégager des principes à partir de l'expérience passée.

Faut-il rappeler ici que Pannekoek fut, outre un astronome célèbre — et cette formation scientifique a son importance — un des membres marquants de la gauche social-démocrate allemande, puis de ce qu'il est convenu aujourd'hui d'appeler l'ultra-gauche hollandaise ? C'est justement de sa participation aux luttes de la fin du 19^e siècle et du début du 20^e et de sa réflexion sur les plus hauts moments de l'expérience historique (conseils allemands, soviets russes, mais aussi lutte quotidienne et évolution du capitalisme moderne) qu'il a pu tirer des conclusions qui forment un acquis essentiel pour les luttes d'aujourd'hui.

Nous en présentons aujourd'hui une version française. Le lecteur y trouvera aux côtés d'un exposé des « buts » et de la « tâche » de la classe ouvrière, tels qu'ils se sont dessinés et sont encore en train de se dessiner, au cours de son histoire, une réflexion sur les principes de l'organisation sociale, une évaluation critique de la lutte de classe depuis la naissance du capitalisme, une critique sans faille des divers mouvements se réclamant du socialisme et de leurs divers modes d'action et d'organisation, une magistrale étude de l'ennemi, c'est-à-dire des diverses bourgeoisies et classes dominantes du monde entier.

Pannekoek nous montre comment cette transformation qui doit être, selon un mot célèbre, l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, résulte de l'action de classe et que celle-ci exige un renforcement de ce qu'il appelle la force spirituelle du prolétariat. Car il s'agit de lutter à la fois contre l'ennemi extérieur, la classe dominante, mais aussi contre cet ennemi intérieur que constituent le poids mort des méthodes et des modes d'organisation du passé, bref celui des idées mortes, d'une part, et l'adhésion aux idées de la classe dominante, d'autre part.

Nul doute que pour la lente émergence d'une nouvelle mentalité, d'une nouvelle conscience politique, la connaissance du livre de Pannekoek soit une aide et un encouragement, même si cette transformation résulte fondamentalement et essentiellement de la lutte elle-même. Bien qu'écrits en 1942, les **Conseils Ouvriers** n'en sont pas moins actuels, de cette actualité que les journées de mai 68, le mai rampant italien, l'insurrection polonaise de 1970-71, etc., ont rendue encore plus aiguë.

La présente édition française recouvre dans son intégralité l'édition en langue anglaise de 1947. Nous lui avons cependant adjoint les chapitres de l'édition hollandaise de 1945 que Pannekoek avait supprimés afin d'utiliser la place gagnée pour traiter des problèmes de l'après-guerre. »

RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION EN CATALOGNE

Carlos Semprun Maura. Ed. Mame 1974

Ce n'est pas de l'histoire plate, chiante, encyclopédique, hors de toute préoccupation militante et de tout engagement politique.

Ce n'est pas du verbiage « militant », dogmatique, qui ne veut que ramener l'histoire à ses propres objectifs.

A la fois riche en informations « oubliées » par d'autres (les staliniens, les trotskystes, et les anarchistes) à la fois engagé sur le passé et sur le présent, on n'y retrouve ni la distanciation de l'historien, ni l'aveuglement de l'homme de parti.

Adversaire résolu du marxisme-léninisme qui « englué toujours les organisations et les cerveaux », Semprun se livre à une critique radicale de la « période rouge » de la CNT-FAI : bureaucratisation, militarisation des milices, participation au gouvernement, bolchévisation en un mot, sans tomber dans un anti-anarchisme « primaire » qui voit dans ces phénomènes une condamnation de toute pensée libertaire. C'est bien une critique radicale de toute forme de hiérarchie « naturelle ou bureaucratique » qui est faite et illustrée avec le renversement de la logique stalinienne de l'efficacité : ce sont les chefs, les organisateurs, les frontistes qui fournirent des armes au fascisme en muselant les forces populaires en train de réaliser l'autogestion à la base (voir le chapitre sur les collectivisations).

Adversaire du triomphalisme qui bétifie sur le rôle charismatique de la classe ouvrière, avec ou sans parti d'avant-garde, Semprun, en parlant de la révolution espagnole au présent, nous invite, et c'est ce qu'il y a de plus positif dans ce livre d'« histoire », à y voir une correspondance dans une situation actuelle moins paroxystique : service d'ordre, groupuscules, rejet du spontanéisme, « embourbement dans les marécages symboliques de la répétition », alliance avec des forces bourgeoises pour soi-disant éviter le fascisme, autant de critiques qui doivent se mener aujourd'hui même dans NOTRE situation.

Bref, le meilleur livre « politique » sur la situation actuelle, paru depuis 1968.

CAHIERS DU FUTUR N° 1 et 2

Ed. Champ Libre - 1974

« La Constitution anglaise est la seule au monde (...) où la dictature ne soit pas de droit exceptionnel, mais de droit commun. Et la chose est claire. En toute circonstance, à toutes les époques, le Parlement a, quand il le veut, le pouvoir dictatorial (...). Il peut tout, et c'est là ce qui constitue le pouvoir dictatorial. »

Donoso Cortès, Marquis de Valdegamas, *Discours sur la dictature* (4 janvier 1849)

« Si l'on pouvait dire que le communisme est fascisant, on devrait pouvoir également retourner les termes et dire que le régime de Pinochet (ou hier celui de Mussolini) est ou était communiste, ce qui est absurde et choquant pour les fascistes eux-mêmes. »

Jean-François Kahn sur *Europe 1* (cité dans *Le Monde* du 15 novembre 1974)

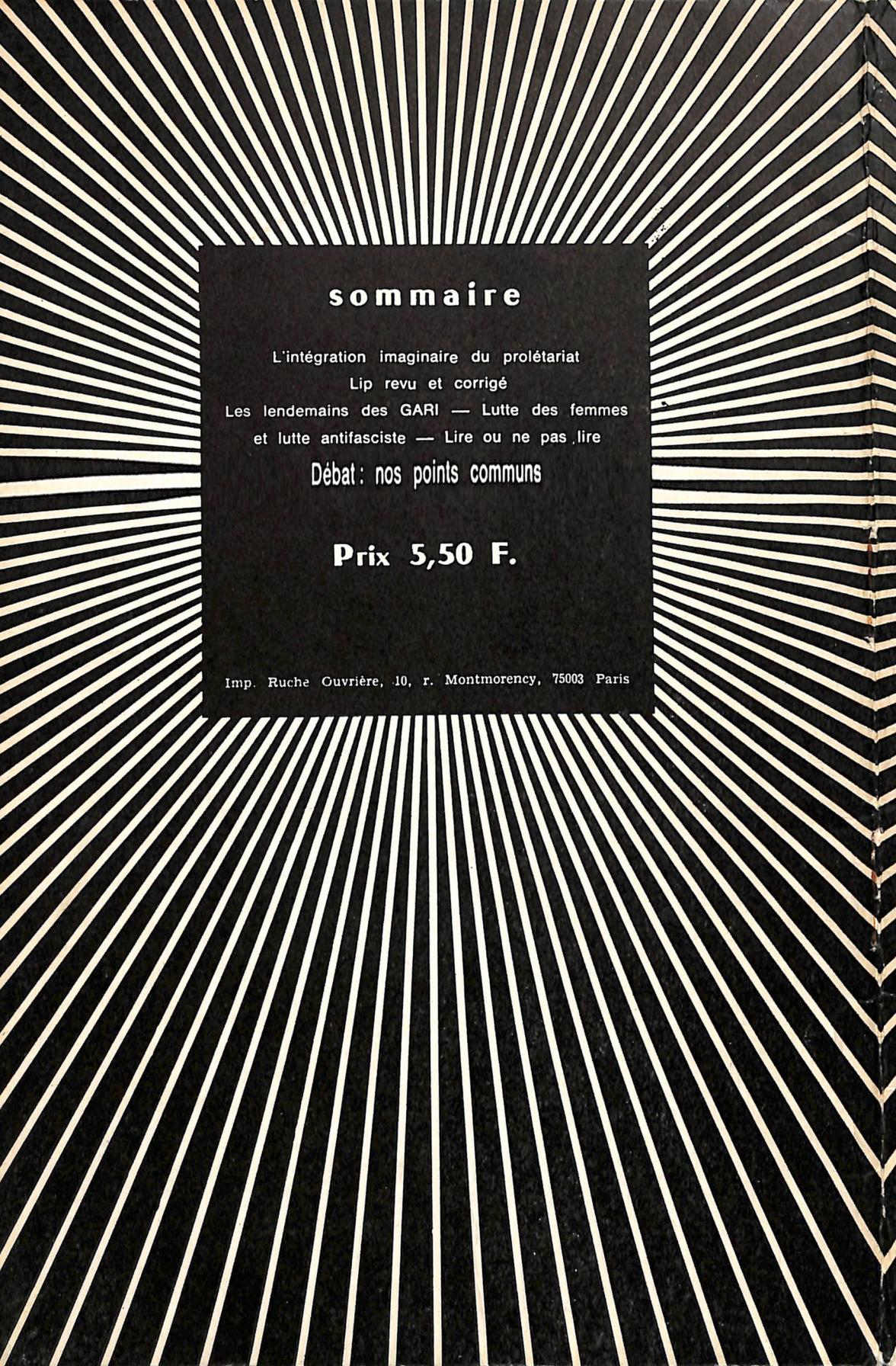
Ces Cahiers paraissent deux fois l'an. Deux coups d'envoi prometteurs. La première livraison s'apparentait à la série *Classiques de la Subversion* (qui a déjà publié Déjacque, Cœurderoy, Darien, et maintenant Zo d'Axa) chez le même éditeur : même couverture noire, même souci de présenter au public d'aujourd'hui des anarchistes du 19^e siècle trop rapidement oubliés. La pièce de résistance de cette anthologie étant la (re)publication de textes d'Anselme Bellegarrigue, en particulier les deux numéros connus de *L'Anarchie, Journal de l'Ordre* (1850 : le tournant obscur...). A noter aussi le « Manifeste de la démocratie au 19^e siècle », de Victor Considérant, et « La légende de Victor Hugo », de Paul Lafargue.

Le deuxième numéro, lui, est d'un style tout autre, en ce sens qu'il s'ordonne autour du thème de *La Dictature*, et suit ses avatars dans la société industrielle. Un choix de textes judicieux éclaire le rapport fondamental entre le développement de la dictature étatique — idéologique et matérielle — et la croissance des mouvements révolutionnaires modernes, de masse, en correspondance avec l'apparition d'un fait nouveau : la nation. « Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer » soupirait encore Voltaire. C'est que le despote éclairé dont il rêvait n'était supportable — n'était concevable, même — que dans la mesure où il tenait son pouvoir d'une autorité supérieure — et autrement plus formidable — mais dont le représentant direct — le Pape — lui, offrait l'avantage de ne plus avoir droit de regard sur le domaine proprement *politique*. Ce système de la royauté de droit divin, stade ultime de la féodalité, va être battu en brèche dès la fin du 17^e siècle par les bourgeoisies montantes, qui vont lui opposer la nation, c'est-à-dire la communauté humaine (mais voir sur ce sujet le livre de Jean-Yves Guïomar, *L'idéologie nationale : Nation Représentation Propriété*, Ed. Champ Libre).

C'est d'ailleurs J.-Y. Guïomar qui nous présente Hérault de Séchelles, l'aristocrate Hébertiste, auteur de la Constitution de 1793, qui finit guillotiné avec Danton. Sa *Théorie de l'ambition*, ses *Réflexions sur la déclamation*, textes qui ouvrent l'anthologie, montrent bien que, pour lui, Dieu est déjà mort : c'est l'art du démagogue qu'il expose ; la faveur des puissants compte moins que l'admiration de la foule. Et la bourgeoisie victorieuse, le roi déposé, l'autorité redevient humaine, la nation devient réalité : les hommes s'arrogent la toute-puissance qu'ils réservaient à Dieu, dans la mesure où leur savoir leur permettra de dominer le monde. Comme le dira aux Cortes espagnoles, en 1849, Donoso Cortès — le Joseph de Maistre espagnol — dans un discours admirable de clairvoyance, et à bien des égards prophétique : « Les voies sont préparées pour un tyran gigantesque, colossal, universel, immense ; tout est préparé pour cela. Remarquez-le bien, il n'y a plus de résistances ni morales ni matérielles » (p. 87).

Ce que Donoso Cortès constate, en conservateur lucide, c'est que la fin du vieil ordre social rend inopérantes les idéologies séculaires, et en tout premier lieu ce qui donnait à l'homme son image du monde et de lui-même : la religion. « Vous serez comme des dieux, telle est la formule de la première révolte du premier homme contre Dieu. Depuis Adam, le premier rebelle, jusqu'à Proudhon, le dernier impie, telle est la formule de toutes les révolutions » (p. 84). Or : « Il n'y a, messieurs, que deux répressions possibles : l'une intérieure, l'autre extérieure ; la répression religieuse et la répression politique. (...) Lorsque la répression religieuse baisse, la répression politique monte » (p. 86). Et cette répression politique va pouvoir faire appel à des techniques sans cesse plus subtiles, sans cesse plus puissantes, au service d'un Etat qui sera de plus en plus soumis à la volonté de la foule et aux intrigues des démagogues : « les révolutions profondes furent toujours l'œuvre d'opulentes aristocraties. Non, messieurs, le germe des révolutions n'est pas dans l'esclavage, n'est pas dans la misère ; le germe des révolutions est dans les désirs de la multitude surexcitée par les tribuns qui l'exploitent à leur profit » (p. 84). Désormais, « combien grande est la folie d'un parti qui se figure pouvoir gouverner avec moins de moyens que Dieu, et s'interdit le moyen, parfois nécessaire, de la dictature » (p. 83). Mais la réaction religieuse souhaitée par Donoso Cortès ne viendra pas, et il le sait : « la question, comme je l'ai dit, n'est pas entre la liberté et la dictature (...) : il s'agit de choisir entre la dictature de l'insurrection et la dictature du gouvernement (...) entre la dictature qui vient d'en bas et celle qui vient d'en haut. » (p. 89).

Choisissant consciemment un combat d'arrière-garde, c'est pour la seconde alternative que penche Donoso Cortès. Choisissant consciemment un combat d'avant-garde, c'est, deux générations plus tôt, la première qu'avait choisie Hérault de Séchelles. Les prises de positions de ces deux aristocrates, venant, l'une à l'occasion de la convulsion des révolutions nationales républicaines du 18^e siècle, l'autre à l'occasion de celle des révolutions nationales libérales du



sommaire

L'intégration imaginaire du prolétariat

Lip revu et corrigé

Les lendemains des GARI — Lutte des femmes
et lutte antifasciste — Lire ou ne pas lire

Débat : nos points communs

Prix 5,50 F.

Imp. Ruche Ouvrière, 10, r. Montmorency, 75003 Paris